

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1763 - 10 mai 2002 - prix : 1 €

**Plébiscité avec  
l'appui de la gauche  
gouvernementale,  
**Chirac met**  
**en place**  
**sa politique**  
**antiouvrière****

**Législatives :  
**Lutte Ouvrière**  
**présentera**  
**des candidats**  
**partout****

**p. 4**

**Les frontières**  
**mouvantes**  
**entre droite et**  
**extrême droite**

**p. 8, 9**

M 06189 - 1763 - F : 1,00 €

**Dimanche 19 mai**

**La Fête de**  
**Lutte Ouvrière**



**p. 16**

# Sommaire

## Elections

- p. 4**
- Elections législatives : Lutte Ouvrière sera présente partout
  - Echange de lettres entre LO et la LCR

## Présidentielle

- p. 5**
- Le plébiscite de Chirac candidat de la droite et de la gauche réunie
  - Les votes blancs et nuls
- p. 6**
- Echange de lettres entre le MRAP, la LDH et LO
- p. 7**
- Cette « république » qu'il nous ressortent du placard
  - Quand le PS fait semblant d'être à gauche
- p. 8-9**
- La fabuleuse mystification du destin de Jacques Chirac
  - Droite et extrême droite
  - Attitude de « fermeté » au sommet... et accords à la base
  - Une frontière politique floue et ténue
  - Quand la politique anti-immigrés fait le lit de l'extrême droite
- p. 10**
- Le nouveau gouvernement de Chirac
  - Le bilan des gouvernements Balladur et Juppé

## Tribune

- p. 6**
- Les sables mouvants

## Leur société

- p. 11**
- Le vote Chirac ne sera pas sans conséquences pour les politiciens de gauche
  - Chômage en hausse, mais autosatisfaction du PS
  - Sangatte, équipée raciste contre les réfugiés
- p. 12**
- Banques : la sécurité des convoyeurs n'est pas leur priorité
  - Fonderies du Poitou : Ingrandes (Vienne)
  - Un logement de moins en moins social
  - TVA : un impôt injuste
- p. 13**
- La mort d'Antoine Riboud
  - Pakistan : victimes de l'attentat et de l'impérialisme

## Dans le monde

- p. 14**
- Argentine
  - La crise continue
  - Etats-Unis
  - Le début du procès du groupe Andersen
- p. 15**
- Palestine : le mirage d'une conférence de paix
  - Pays-Bas : le dirigeant de l'extrême droite assassiné

## Fête

# LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

## 10 mai

Chasseneuil-du-Poitou (Vienne)  
La Rochefoucauld (Charente)  
Marcq-en-Barœul (Nord)  
Montrouge (Hauts-De-Seine)  
St-Gervais-Trois-Clochers (Vienne)  
Tourcoing (Nord)

## 11 mai

Airvault (Deux-Sèvres)  
Confolens (Charente)  
Ingrandes (Vienne)  
Jaunay-Clan (Vienne)  
L'Argentière-La Bessée (Hauts-Alpes)  
Moutiers (Savoie)  
Nouaillé-Maupertuis (Vienne)  
Saran (Loiret)

## 13 mai

Fontaine-le-Comte (Vienne)  
La Tranche-sur-Mer (Vendée)  
Marquette (Nord)

## 14 mai

Fussy (Cher)  
Le Mans (Sarthe)  
Livry-Gargan (Seine-St-Denis)  
Louvroil (Nord)  
Poiré-sur-Vie (Vendée)  
Sainte-Hermine (Vendée)

## 15 mai

Donges (Loire-Atlantique)  
Gravelines (Nord)  
Ifs (Calvados)  
Marseille-en-Bauvaisis (Oise)  
Mortagne-sur-Sèvre (Vendée)  
Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (Loire-Atlantique)  
Vic-sur-Aisne (Aisne)

## 16 mai

Belley (Ain)  
Condat-sur-Vienne (Haute-Vienne)  
Epinay-sur-Seine (Seine-St-Denis)  
Ohain (Nord)  
Paris 11e  
Pierre-Bénite (Rhône)  
Saint-Laurent-du-Pont (Isère)  
Saint-Quentin-Fallavier (Rhône)  
Treignac (Corrèze)

## 17 mai

Alençon (Orne)  
Bourg-en-Bresse (Ain)  
Buxerolles (Vienne)  
Corbigny (Nièvre)  
Ivry (Val-de-Marne)  
La Couronne (Charente)  
La Teste-de-Buch (Gironde)  
Libourne (Gironde)  
Pinon (Aisne)  
Pornichet (Loire-Atlantique)  
Ressons-sur-Matz (Oise)  
Voreppe (Isère)

## 18 mai

Chaillac (Indre)  
Civray (Vienne)  
Clamecy (Nièvre)  
La Bassée (Nord)  
Prissac (Indre)  
Saint-Benoît (Vienne)  
Urzy (Nièvre)

## 21 mai

Migné-Auxances (Vienne)

## 22 mai

Avesnes-sur-Helpe (Nord)  
Bélâbre (Indre)  
Ligugé (Vienne)  
Privas (Ardèche)  
Saint-Vaury (Creuse)  
Thuré (Vienne)

## 23 mai

Champigny (Val-de-Marne)  
Loudun (Vienne)  
Neuville-de-Poitou (Vienne)  
Oullins (Rhône)  
Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)  
Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre)

## 24 mai

Ambérieu (Ain)  
Châteauneuf-la-Forêt (Hte-Vienne)  
Chaulgnes (Nièvre)  
Lomme (Nord)  
Pontcarré (Seine-et-Marne)  
Ribecourt (Oise)

## 25 mai

Arras (Pas-de-Calais)  
Cenon-sur-Vienne (Vienne)  
Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne)  
Château-Chinon (Nièvre)  
Granvilliers (Oise)  
Iteuil (Vienne)  
Luzy (Nièvre)  
Pouilly-sur-Loire (Nièvre)

## 27 mai

Bully-les-Mines (Pas-de-Calais)  
Collégien (Seine-et-Marne)  
Lille-Sud (Nord)  
Miribel (Ain)

## 28 mai

La Machine (Nièvre)  
Saint-Martin-d'Auxigny (Cher)

## 29 mai

Mons-en-Barœul (Nord)

## 31 mai

Armentières (Nord)  
Garchizy (Nièvre)  
Magny-Cours (Nièvre)  
Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne)

## 1<sup>er</sup> juin

Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne)  
Oyonnax (Ain)  
Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne)  
Trelon (Nord)

## 4 juin

Les Ormes (Vienne)



## LUTTE OUVRIÈRE

*Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste*

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

### LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - **E.mail:** [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 €(50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage : 15 400 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

## SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE			
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
<b>France, DOM-TOM</b>	35 €	18 €	15 €
<b>DOM-TOM, voie aérienne</b>	50 €	25 €	21 €
<b>Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada</b>	60 €	30 €	15 €
<b>Asie Océanie autre Amérique</b>	75 €	38 €	26 €
<b>Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)</b>	90 €	45 €	32 €
Envois sous pli fermé : tarif sur demande			

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : . . . . .

PRÉNOM : . . . . .

ADRESSE : . . . . .

. . . . .

CODE POSTAL et VILLE : . . . . .

. . . . .

COMPLÉMENT D'ADRESSE . . . . .

. . . . .

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de . . . . . (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : . . . . .

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE, par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins  
d'entreprise du 29 octobre 2001

# ET APRÈS ?

■ Comme il était absolument prévisible, Le Pen n'a pas obtenu, au second tour de l'élection présidentielle, plus de voix que celles qu'il avait obtenues, avec son compère Mégret, au premier tour.

Ce qui signifie, tout d'abord, qu'il était évident que Le Pen aurait été très facilement battu avec les seules voix de la droite, qui représentaient, au premier tour, le double des voix de Le Pen. Faire craindre la victoire de Le Pen était de l'intoxication. Et cela évitait d'avoir à expliquer pourquoi la politique de Jospin lui avait fait perdre deux millions et demi de voix entre 1995 et 2002.

En effet, si le Pen a été présent au deuxième tour, ce n'est pas parce qu'il s'était renforcé autant qu'on l'a dit, puisqu'il a eu à peine deux cent mille voix de plus qu'en 1995.

Cela signifie aussi que les dirigeants de la gauche se sont prostitués pour rien et ont volontairement fait de Chirac le président de loin le mieux élu de la Vème République, celui qui a obtenu le score le plus important. Même de Gaulle n'a jamais fait mieux. Et il est triste que les dirigeants de la gauche aient fait plébisciter un homme de droite tel que Chirac.

Les dirigeants de la gauche viennent ainsi de nous dire, de la pire des façons, que la gauche gouvernementale et la droite gouvernementale se ressemblent beaucoup plus qu'elles ne se différencient.

Les dirigeants de la gauche ont gonflé la baudruche Le Pen, en sachant pertinemment que Le Pen n'avait aucune chance, et de très loin, de l'emporter au 2<sup>e</sup> tour. Ils ont agité l'épouvantail Le Pen, en faisant croire qu'il pouvait être élu. Ils ont agité le spectre d'une victoire du fascisme, qui n'était pourtant, dans la situation présente, qu'un spectre d'opérette, même si les idées de Le Pen représentent une telle survivance.

Les dirigeants de la gauche ont réussi aussi à éviter, vis-à-vis des classes populaires, toute explication sur la cause de la désaffection de l'électorat de gauche à leur égard, de la baisse des voix du Parti Socialiste et de l'effondrement de celles du Parti Communiste.

En mentant effrontément sur la réalité du risque de voir Le Pen élu, ils ont voulu apparaître à la pointe du combat populaire, en cachant qu'il s'agissait d'un combat sans enjeu. Et surtout, en cachant qu'ils allaient plébisciter un homme qui défendrait, et peut-être mettrait en application, tout ou partie des idées et du programme de Le Pen.

La campagne qu'ils ont menée en faveur de Chirac était aussi honteuse qu'inutile et artificielle, ce qu'ils savaient bien évidemment.

Pour notre part, nous avons refusé de nous aligner sur cette campagne et refusé de nous abaisser à appeler à voter

pour Chirac. On nous accuse souvent de défendre toujours le même programme, mais nous sommes fiers d'être fermes sur nos idées et de ne pas retourner notre veste à la première occasion venue.

C'est l'idée que nous nous faisons du parti qui manque au monde du travail, d'un parti qui défende les intérêts politiques et sociaux des travailleurs et, donc, qui combatte les idées et les mensonges des défenseurs du capital, qu'ils soient de droite ou de gauche. Cela signifie un parti qui, en toute circonstance, dise la vérité.

Chirac, quelle que soit l'hypocrisie avec laquelle on explique qu'il fallait voter pour lui, est un ennemi des travailleurs. Et ceux qui ont appelé les travailleurs à le faire ont trahi le monde du travail, au profit d'un homme qui mènera la politique du grand capital, c'est-à-dire qui appauvrira encore les classes populaires.

De ces classes populaires, la gauche abandonne une fois de plus les intérêts. Et ce n'est certainement pas comme cela que le PS et le PC retrouveront les quatre millions de voix qu'ils ont perdues, entre 1995 et 2002, par leur politique au gouvernement.

Arlette LAGUILLER

## Le gouvernement de Chirac

Pas de surprise dans la composition du gouvernement désigné par Chirac et présidé par Raffarin : il est à l'image de la politique annoncée par Chirac avant le premier tour de la présidentielle, et réitérée par lui sur tous les tons depuis le 21 avril. On y trouve des hommes, et quelques malheureuses femmes, tous bien ancrés à droite, et un grand patron. Et Chirac peut d'autant plus choisir de s'entourer de ses fidèles, sans se sentir obligé en quoi que ce soit vis-à-vis des partis de la gauche

gouvernementale qui ont dégagé tous les obstacles que le futur président aurait pu rencontrer, transformant le chef de clan Chirac en « sauveur de la République ».

Les deux hommes liges de ce gouvernement semblent être Sarkozy et Mer. Sarkozy est promu ministre de l'Intérieur, rebaptisé pompeusement ministre de la Sécurité intérieure, pour l'esbroufe et les artifices en vue de charmer l'électorat bien ancré à droite et qui lorgne vers l'extrême droite, et même si possible l'électorat lepéniste lui-même. Sarkozy s'est refait une santé

politique dans la dernière période, en occupant le créneau selon lequel il faudrait « une droite sans complexe devant ses valeurs ». On peut donc s'attendre dans les prochaines semaines au déploiement et à l'exposition à grande échelle de policiers et de gendarmes montrés au bon peuple. Seulement les préjugés racistes et xénophobes qui gangrènent cette police peuvent faire craindre que tout cela ne se fasse pas sans frais pour les populations des cités les plus déshéritées.

Mais, pour en venir au vif du sujet, il y a la nomination de Mer au ministère de l'Economie et des Finances. C'est

plus qu'un symbole, c'est un programme à lui tout seul. Ce grand patron de la sidérurgie vient de mettre sur pied le premier groupe mondial du secteur, Arcelor, en ayant en quinze ans licencié cent mille salariés sur les cent soixante mille que comptait la sidérurgie. Il a transformé en désert économique des régions entières à travers le pays, régions où se sont développées jusqu'à aujourd'hui la grande pauvreté et la misère matérielle et morale de populations ouvrières laissées à l'abandon.

Mais Mer est un « grand patron » pour les dirigeants politiques (y compris ceux de la gauche gouvernementale)

car il a su rendre ses entreprises aussi profitables que possible pour leurs actionnaires, en pillant au passage les fonds publics. C'est aussi un idéologue du patronat et du Medef, investi dans la « refondation sociale » ultra-réactionnaire de ce dernier. Avec lui à l'Economie et aux Finances, pas besoin de s'interroger sur les choix qui seront faits. Ce seront, franchement et débarrassés de l'hypocrisie dont les entourait la gauche gouvernementale, les choix voulus par le grand patronat.

P.S.

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## LUTTE OUVRIÈRE SERA PRÉSENTE DANS TOUTES LES CIRCONSCRIPTIONS

La LCR avait proposé à Lutte Ouvrière, pour les élections législatives à venir, un accord « technique » de répartition des circonscriptions entre nos deux organisations. Elle se refusait à une prise de position politique commune au travers d'une profession de foi commune. Elle souhaitait simplement qu'il y ait un appel commun des deux organisations à voter l'une pour l'autre mais sans qu'il y ait une base politique commune. De plus, l'accord qu'elle proposait la laissait libre, dans les circonscriptions de son choix, de s'appuyer sur des

candidats qui n'appartenaient pas à la LCR, mais qui sont des « cadres locaux », selon son expression, qui l'auraient soutenue dans la campagne électorale.

Ces propositions nous laissaient déjà dubitatifs, car renoncer à notre présence dans la moitié des circonscriptions, sans avoir une profession de foi commune à l'ensemble du pays, et en appelant à voter pour des gens que nous ne connaissons pas, ne nous paraissait pas être un véritable accord.

Enfin, nous savons qu'au sein de la LCR, il existait une forte opposition à l'alliance avec nous. Et, étant donné la liberté d'action de ses militants, nous savions qu'un nombre non négligeable n'aurait pas res-

pecté cet accord.

C'est pourquoi nous avons tardé à donner notre réponse, en attendant de voir l'attitude de la LCR vis-à-vis du second tour de l'élection présidentielle.

Les prises de position respectives de LO et de la LCR, par rapport à la campagne visant à gonfler la baudruche Le Pen afin de justifier l'alignement honteux des partis de la gauche plurielle derrière Chirac, ont illustré l'étendue des désaccords entre les politiques des deux organisations. Alors que LO a dénoncé, dès le début, la prostitution des partis de la gauche plurielle devant Chirac pour lui fournir un plébiscite afin d'éviter toute discussion sur les causes de leur propre défaite au premier tour, la LCR a reproduit, à son

échelle mais à l'identique, l'attitude de la gauche ex-gouvernementale.

Par ailleurs, tout en faisant à LO la proposition d'une répartition des circonscriptions, la LCR a déjà annoncé ses propres candidats dans un certain nombre de départements.

Dans ces conditions, il n'est pas question pour LO de rechercher un accord avec la LCR qui, quelles qu'en soient les modalités, feraient apparaître les politiques des deux organisations comme proches, ce qui n'est pas le cas. Aux législatives, chacune pourra donc défendre sa propre politique, et Lutte Ouvrière sera présente dans toutes les circonscriptions.

(Communiqué de Lutte Ouvrière, le 6 mai).



## — L'ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE LUTTE OUVRIÈRE ET LA LCR —

### • LA LETTRE DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Montreuil, le 29 avril 2002  
Chères et chers camarades,

Comme nous l'avions convenu, nous vous proposons de vous rencontrer demain mardi 30 avril dans la journée. Notre comité central qui s'est tenu dimanche a confirmé les propositions que nous vous avons faites lors de notre première réunion exploratoire, à savoir :

— une répartition des circonscriptions

50 %-50 % au niveau national et dans chaque département, avec appel au vote réciproque, sur la base d'une déclaration commune fixant les enjeux de cette élection ;

— d'inclure dans cet accord comme partenaires les cadres locaux qui s'inscriraient dans cette démarche nationale. En tous les cas, nous nous efforcerons en ce qui nous concerne d'ouvrir notre campagne et nos candidats à ceux et

celles qui ont participé et se sont reconnus dans la campagne présidentielle que nous avons menée ;

— en ce qui concerne le deuxième tour des législatives, chaque organisation gardera ses modalités d'expression propre dans le droit fil de ce que chacun de nos candidats a développé lors de la présidentielle. Partout où le risque existe, nous pensons que nous ne devons pas prendre le moindre risque

de favoriser l'élection de députés fascistes notamment en cas de triangulaires et appeler dans ces cas à voter pour le candidat de gauche le mieux placé au premier tour.

En l'attente d'un contact téléphonique pour fixer l'heure de notre rencontre, nous vous adressons, chères et chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

Léonce Aguirre et François Sabado.

### • LA RÉPONSE DE LUTTE OUVRIÈRE

Paris, le 6 mai 2002  
Chers camarades,

Le plébiscite triomphal pour Chirac complète de la pire façon la politique du gouvernement de la gauche plurielle.

Alors que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle montraient clairement que Le Pen serait très nettement battu par les seules voix de la droite, l'ensemble de la gauche s'est employée à gonfler la baudruche Le Pen et, au nom d'un combat contre une prétendue menace fasciste, s'est prostituée gratuitement vis-à-vis de Chirac.

De la part des dirigeants de la gauche, c'était un choix délibéré pour éviter toute discussion sur la cause de la perte de 2 488 078 voix pour Jospin et 1 672 456 voix pour Hue, c'est-à-dire une perte totale de 4 160 534 voix.

En brandissant la menace de l'élection de Le Pen à la présidence de la République, dont ils savaient parfaitement que cela ne pouvait pas se produire dans le contexte d'aujourd'hui, en évoquant un danger fasciste inexistant,

les partis de gauche, d'une part, ont cherché à faire oublier le recul du nombre de voix des classes populaires qui se portées sur eux et, d'autre part, ont transformé leur propre recul en avancée de Le Pen.

Mais il a suffi de leur pression pour que vous cédiez, bien que vous ayez réussi à ne pas évoquer le nom de Chirac ! Vous avez pris une résolution à double ou à triple lecture pour satisfaire chacune de vos tendances. Par opportunisme, par adaptation au milieu qui vous entoure, vous avez rejoint l'union sacrée autour de Chirac. Et l'appel hypocrite à manifester le soir du 5 mai pour, croyez-vous, vous laver les mains du vote de la journée n'y change rien.

Votre contribution à l'élection de Chirac n'a été que dérisoire et, indépendamment de votre appel, une grande partie de l'électorat d'extrême gauche, même sans vous, aurait sans doute cédé à la pression pour le vote Chirac. Mais le fait est que, dans une situation qui exigeait de dire la vérité aux classes populaires, que l'on soit écouté ou pas,

vous avez fait le choix de leur mentir, à l'instar des Hollande, Hue, Mamère et compagnie. Vous avez apporté votre minuscule caution au vote pour Chirac en le présentant malgré vos dénégations comme un moyen de barrer la route à Le Pen.

Vous comprendrez que, dans ces conditions, nous ne donnerons pas suite à votre proposition qui impliquerait au moins un certain accord politique. Et nous ne souhaitons pas cautionner une attitude aussi opportuniste que la vôtre.

Quant à vos alliés — car l'accord est supposé s'étendre à d'autres que vous-mêmes —, n'en parlons même pas ! Vous n'êtes même pas certains de les convaincre de participer à un accord LO-LCR.

Il n'est donc pas question de faire croire que nos politiques respectives sont voisines alors qu'elles sont à l'opposé.

Tout en vous posant comme les militants de l'unité à l'extrême gauche contre ce que vous appelez le « sectarisme » de Lutte Ouvrière — un mot que

vous n'avez cessé de répéter pendant la campagne, alors que, dans le contexte créé par les calomnies contre nous, cela prenait une consonance particulière — votre proposition était de toute façon une proposition hypocrite. Dans de nombreux endroits en effet, des responsables de votre organisation, y compris parmi les plus représentatifs, ont déjà désigné des candidats de la LCR aux législatives. Dans certains cas, il y a des candidats annoncés dans toutes les circonscriptions d'un département, alors que vous nous parliez d'une répartition par département.

Quel crédit accorder à une proposition de répartition lorsque, de toute évidence, vous avez commencé à choisir ?

Alors, autant que chacune défende sa propre politique et que la signification des votes soit claire !

Avec nos salutations révolutionnaires.

François DUBURG  
et Georges KALDY



# LE PLÉBISCITE DE CHIRAC

## candidat de la droite et de la gauche réunies

Jacques Chirac a donc été triomphalement élu avec une majorité qui dépasse, et de loin, les scores obtenus par de Gaulle en personne dans ses plébiscites. De 5 665 856 voix, c'est-à-dire 19,88 % des exprimés et 14 % seulement des inscrits, au premier tour, il passe à 25 540 874 voix, soit 82,21 % des exprimés et 62,01 % des inscrits, au deuxième tour.

Le Pen, de son côté, a totalisé 5 525 907 voix (17,79 % des exprimés et 13,42 % des inscrits) et a gagné certes 721 194 voix par rapport à son score du premier tour, mais il n'a progressé que de 54 168 voix par rapport à l'ensemble des votes Le Pen + Mégret.

Ces chiffres confirment que le score obtenu par Le Pen est très inférieur à l'addition des voix obtenues par Chirac et par Bayrou, Madelin et Lepage, (9 264 346 voix au total). Ce qui signifie que, sans même tenir compte de Boutin et Saint-Josse qui avaient appelé eux aussi à voter Chirac, ce dernier l'aurait emporté haut la main face à Le Pen rien qu'avec les votes de la droite. Ce constat fait le deuil de la campagne de mensonges de toute la gauche, une partie de l'extrême gauche incluse, présentant le vote pour Chirac comme le seul choix pour empêcher Le Pen d'arriver à l'Elysée. Ces chiffres confirment aussi que c'est à l'apport de la gauche précisément que Chirac doit d'avoir plus que doublé les votes en sa faveur. Il a bénéficié directement de l'appel des dirigeants du PS, du PC et des Verts à voter Chirac, mais aussi de la mobilisation plus grande de l'électorat – les abstentions sont passées de 28,4 % le 21 avril à 20,29 % le 5 mai – à laquelle la

gauche a largement contribué.

A en juger par la seule arithmétique électorale, l'appel à « faire barrage à Le Pen dans les urnes » n'a nullement affecté l'électorat de Le Pen puisque celui-ci récupère, et légèrement au-delà, les votes d'extrême droite du premier tour. En revanche, il a contribué à hausser sur un piédestal Chirac en multipliant son score par plus de quatre.

Sur le plan politique, le bilan est encore plus désastreux. En menant la campagne électorale d'un Chirac qui n'a même pas fait mine de lui en être reconnaissant, la gauche a marché sur son propre programme sans même pouvoir espérer que cela lui porte bonheur. Elle a démontré le peu de cas qu'elle fait elle-même de ce qui la sépare de la droite, comme le peu de cas qu'elle fait des électeurs en disant pis que pendre de Chirac avant le premier tour, pour ensuite l'encenser quinze jours durant comme le sauveur de la démocratie, et enfin pour geindre après le deuxième tour parce que Chirac a composé un gouvernement à sa botte et affiche sa volonté de gouverner à droite.

Et on ne peut même pas dire qu'en s'aplatissant devant Chirac, la gauche a affaibli un tant soit peu l'extrême droite. Au contraire, en tissant à Le Pen l'auréole d'un homme « seul contre tous » et opposé à tous ceux qui, de droite ou de gauche, ont participé au gouvernement au long du quart de siècle passé, elle a contribué à introniser Le Pen comme chef de l'opposition « au système » alors, pourtant, qu'il en fait partie politiquement et que, socialement, il en est un des pires représentants.

Pour notre part, tout en appelant à refuser le vote pour Le Pen, nous avons refusé de nous abaisser à



faire voter pour Chirac et avons appelé à voter blanc ou nul. Il ne faut pas tirer des conclusions exagérées du nombre des votes blancs et nuls. En passant cependant de 997 262 à 1 764 720, les votes blancs et nuls ont augmenté de 776 458 voix, c'est-à-dire sont passés de 3,38 % à 5,40 %. La progression de ces votes par rapport au premier tour est modeste, même si on tient compte du fait qu'elle résulte d'un double mouvement car une partie de ceux qui, au premier tour, ont voté blanc ou nul, ont voté pour l'un des deux candidats en présence au deuxième. En outre, au-delà de ces moyennes nationales, il y a une diversité s'exprimant par le fait que, dans une dizaine de départements, les votes blancs et nuls ont dépassé 7 %. Ce pourcentage est sans doute faible, mais ces centaines de milliers de personnes qui, tout en s'opposant à Le Pen, ont refusé d'accorder leurs voix à l'homme du patronat Chirac, représentent autant de choix individuels, autant de prises de position qui compteront pour l'avenir.

Georges KALDY

### LES VOTES BLANCS ET NULS

Les commentateurs et les dirigeants des partis politiques nous ont abreuvés de chiffres, qui leur servent bien plus à escamoter toute analyse sérieuse des résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle qu'à éclairer l'opinion.

Ils se sont complus à comparer des pourcentages, ce qui leur évite de mettre l'accent sur les résultats en valeur absolue. Or, à la différence des pourcentages, le chiffre des votants pour chaque candidat indique clairement combien de femmes et d'hommes en chair et en os ont choisi d'exprimer telle ou telle opinion par leur bulletin de vote.

Une telle attitude n'est pas innocente. Elle a contribué à fabriquer le bluff qui a abouti au plébiscite de Chirac.

Un autre chiffre a été tout autant occulté, celui des votes blancs et nuls, pourtant comptabilisables et comptabilisés. Il a atteint au deuxième tour de cette élection 1 764 720 soit 5,38 % des votants alors qu'il y en avait 995 555 au premier tour, soit une augmentation de 769 165 entre les deux tours. Ce résultat est loin d'être négligeable, même s'il reste faible comparé au chiffre des votes exprimés.

Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1995, ce chiffre de votes

blancs ou nuls atteignait un niveau comparable, un peu plus élevé même : 1 870 665, mais cela ne représentait alors que 4,85 % des votants.

Mais si ce nombre est du même ordre à sept ans d'intervalle, il n'exprime sans doute pas la même réalité. En 1995, l'extrême droite n'étant pas présente au second tour, on peut supposer que nombre de ses électeurs avaient choisi cette façon de s'exprimer. Ce n'était pas le cas cette fois. Et on a tout lieu de penser que les électrices et les électeurs qui ont choisi de dire qu'ils refusaient le piège qu'on leur tendait en leur proposant le faux choix d'un réactionnaire de droite pour refuser un ultra réactionnaire d'extrême droite, venaient essentiellement de la gauche, avec ceux qui avaient conscience de ce piège et qui voulaient faire un geste pour le montrer.

Et 5,38 % des votants, ça n'est pas si mal, surtout si on tient compte de la pression médiatique organisée autour du vote Chirac. Ces femmes et ces hommes ont su faire un geste qui montre qu'il existe des gens, en particulier dans les milieux populaires, qui savent rester fidèles à leurs idées et à leur camp.

J.-P.V.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Les sables mouvants

Des mois de dénonciation de la gauche plurielle et de la droite sur un programme quasi identique à celui d'Arlette Laguiller, aboutissant à un résultat d'Olivier Besancenot comparable... 8 jours pour rallier de fait le vote Chirac ! 8 jours pour gommer tout ce qui a fait le prix politique de la percée du candidat de la LCR.

A croire que la Ligue Communiste s'acharne à faire oublier les points qu'elle venait précisément de marquer. A croire que sa majorité a elle-même bien vite renoncé à rechercher tout accord avec Lutte Ouvrière, du moins pour les législatives, en lui offrant sur un plateau cette divergence politique de taille... introuvable dans la campagne du premier tour.

C'était pourtant élémentaire. Oui, il fallait être avec les jeunes qui manifestaient contre Le Pen dès le soir et le lendemain du 1<sup>er</sup> tour, et aussi manifester dans la rue le 1<sup>er</sup> mai contre Le Pen... et Chirac. Mais s'il y avait un « bloc » à faire, ce n'était pas avec cette gauche qui a fait plébisciter gratuitement Chirac. C'était un bloc de l'extrême gauche faisant entendre une seule voix contre l'antifascisme d'opérette de la gauche et de la droite. Il fallait s'appuyer sur les scores obtenus par l'extrême gauche au premier tour pour démonter, ensemble, l'opération d'intoxication des partis gouvernementaux.

La LCR, dans les colonnes de *Rouge* et ses tracts, parle d'une course de vitesse entre l'extrême droite et l'extrême gauche. De la nécessité de préparer les mobilisations futures d'ensemble des travailleurs sur leurs revendications, et autres objectifs parfaitement louables. Certes. Mais comment la gagner cette course ?

Sans qu'il y ait, dans le contexte économique et politique actuel, de réel péril fasciste en France (les scores d'un Le Pen faisant plus penser à ceux du boulangisme à la fin du 19<sup>e</sup> siècle qu'aux défilés des Croix de feu des années 1930), les scores de l'extrême droite qui se maintiennent aux alentours de 17 % depuis plus de dix ans, constituent effectivement un danger potentiel. La nouveauté de la situation politique de cette année, c'est la poussée notable de l'extrême gauche, face au seul maintien de l'extrême droite. Autrement dit, sinon une poussée, du moins une certaine polarisation aux « extrêmes », comme disent les observateurs politiques dont certains redoutent d'ailleurs plus l'extrémisme de gauche que celui de droite.

10 % à l'extrême gauche ; 17 % à l'extrême droite. Voilà ce que dit le thermomètre des urnes. Et il reflète incontestablement non seulement une aggravation objective de la situation sociale, mais une évolution dans la conscience politique d'une partie significative des couches populaires, et un espoir. Mais, malheureusement, une partie plus significative encore reste toujours trompée par la démagogie d'extrême droite.

Alors, effectivement, la situation exigerait de constituer un front de l'extrême gauche capable de s'adresser et surtout de convaincre et d'entraîner ces mêmes couches populaires auprès desquelles la droite comme la gauche traditionnelle se sont complètement discréditées, afin de les détourner des démagogues d'extrême

droite. Cela signifierait, sur la base du crédit que traduit les 10 % de l'extrême gauche, prendre bien des initiatives politiques et faire ses preuves à différents niveaux, ou, si l'on préfère, « prendre ses responsabilités », comme dit *Rouge*.

Seulement, « prendre ses responsabilités », cela commence par s'en tenir à l'orientation qui a permis de faire percevoir l'extrême gauche comme la seule force d'opposition intransigeante aux partis au pouvoir, qu'ils soient de droite ou se disent de gauche. En l'occurrence, c'est Lutte Ouvrière et pas la LCR qui a maintenu sa position. Or l'extrême gauche ne pourra accroître son crédit auprès des larges couches populaires, vis-à-vis desquelles on peut dire qu'il y a une course de vitesse avec l'extrême droite, qu'à condition de ne pas renier l'orientation qu'elle a défendue pendant la campagne pour le premier tour. C'est à cette seule condition qu'elle pourra consolider et accroître le crédit lui permettant d'en appeler à la mobilisation contre Le Pen comme à la mobilisation d'ensemble des travailleurs pour leurs revendications.

En réponse au refus de Lutte Ouvrière d'une répartition des circonscriptions pour les législatives, suite aux positions de la LCR au second tour des présidentielles, cette dernière invoque le sectarisme de LO (ce qui en la circonstance consiste une fois de plus à chercher à excuser ses propres errements par les faiblesses de l'autre) et parle de prendre toute disposition « *pour que la LCR propose une alternative radicale luttant contre la droite et l'extrême droite* » partout en France.

La formule reste encore vague, mais qu'annonce-t-elle ? Il y a peu, il était encore question d'une alternative radicale contre la droite, l'extrême droite, mais aussi contre la gauche plurielle. Depuis huit jours, on peut craindre au contraire que la LCR soit à nouveau tentée de s'enliser dans les sables mouvants du « *battre la droite et l'extrême droite* », politique rebaptisée pour la circonstance « *alternative radicale contre la droite et l'extrême droite* ». Cela signifierait que la LCR persisterait dans son renoncement politique du second tour et qu'elle s'acharnerait à renier le crédit qu'elle a acquis au travers de la candidature d'Olivier Besancenot sur la base d'une opposition sans concessions à la gauche gouvernementale.

Ce n'est pas ce type de renoncement qui a permis à Olivier Besancenot de réaliser un score proche de celui d'Arlette Laguiller, ni à l'extrême gauche d'être le seul courant politique de ce pays à pratiquement doubler ses voix. Et ce n'est certes pas cette politique qui mettra l'extrême gauche en situation de constituer une véritable alternative politique à la classe ouvrière et à ses militants, ni même de constituer un authentique bloc d'extrême gauche contre la démagogie lepéniste. La constitution d'un tel front de l'extrême gauche, sur des bases politiques parfaitement claires, sans concessions à la gauche gouvernementale, reste un combat à mener. Il appartient à la gauche de la LCR de ne surtout pas y renoncer.

Huguette CHEVIREAU

**Convergences Révolutionnaires**, revue publiée par la Fraction, n° 20 (mars-avril 2002)

#### Au sommaire :

- De l'élection présidentielle aux luttes sociales.
- Revue de cinq ans de gauche plurielle : triste passé, sombre avenir...
- Dossier combattre la mondialisation ou le capitalisme ? - Articles et correspondances : Palestine, Israël, Côte d'Ivoire...

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement: un an 9 euros, de soutien 15 euros.

**Lutte Ouvrière a participé aux manifestations qui ont eu lieu, entre les deux tours de la présidentielle, contre le Front National de Le Pen et ses idées, appelant les travailleurs à ne pas apporter une seule voix à Le Pen, mais aussi à ne pas plébisciter Chirac et donc à voter blanc. Nombre d'organismes de ces manifestations, cependant, non seulement entendaient**

**celles-ci comme un soutien électoral à Chirac, mais considéraient cette position comme la seule possible. On peut en juger par la déclaration ci-dessous, envoyée à l'Agence France Presse par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Nous publions ensuite la réponse de Lutte Ouvrière.**

## MRAP

### Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Ligue des Droits de l'Homme

Communiqué - Déclaration à l'AFP

Paris, le 29 avril 2002

La LDH et le MRAP, qui étaient à l'initiative de la manifestation du 27 avril 2002, condamnent l'attitude de Lutte Ouvrière.

Il n'est, en effet, ni convenable, ni responsable de participer à une manifestation

dont l'objectif est de faire battre Jean-Marie Le Pen et donc de voter en faveur de Jacques Chirac, tout en appelant à voter blanc.

En agissant ainsi Lutte Ouvrière se démarque, par ses pratiques et ses objectifs, du mouvement démocratique.



La banderole de Lutte Ouvrière qui déplaît tant au MRAP et à la Ligue des Droits de l'Homme.

### Réponse de Lutte Ouvrière au MRAP et à la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, le 3 mai 2002

Nous avons pris connaissance de votre déclaration à l'AFP du 29 avril 2002.

Nous avons participé à votre manifestation car nous croyions, naïvement, qu'il s'agissait d'une manifestation contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples, pour les droits de l'Homme, c'est-à-dire contre les idées défendues par Le Pen. Mais nous ne savions pas qu'il s'agissait d'une manifestation en faveur du vote Chirac, ce qui est différent.

Il y a les idées de Le Pen, affichées avec cynisme, et il y a la politique de la droite, qui peut, dans les faits, mener à des résultats voisins.

Croyez-vous que Chirac va supprimer ou même s'opposer aux camps de rétention ? Croyez-vous que sa politique ne sera pas le « tout répressif », la généralisation des maisons de correction pour mineurs, même si c'est avec un nom moins choquant ? Croyez-vous que la « sanction immédiate » ne sera pas surtout appliquée aux délits mineurs envers les étrangers en conduisant très vite à la « double peine » ? Croyez-vous que même s'il ne parle pas de la « priorité aux Français » il va s'y

opposer dans les faits ? Comme vous le savez, la discrimination envers les immigrés est courante et, dans 99 % des cas, non réprimée parce que suffisamment hypocrite pour être invisible.

Nous, nous ne pouvons pas, quel que soit le prétexte, cautionner un homme de droite, d'autant plus qu'il ne s'agit pas de battre Le Pen qui, de toute façon, même avec les seules voix de la droite, serait largement battu sans que la gauche et des organisations comme les vôtres s'abaissent devant Chirac.

Quant à votre ostracisme envers ceux qui partagent vos idées mais ont un autre point de vue pour les défendre, nous ne savons comment le qualifier autrement que digne de temps que nous pensions révolus.

Nous espérons seulement, et de tout cœur, que ceux dont vous pensez défendre l'avenir et le sort ne souffrent pas, un jour, de votre choix d'aujourd'hui.

Pour Lutte Ouvrière

J.P. VIAL

# CETTE « RÉPUBLIQUE » QU'ILS NOUS RESSORTENT DU PLACARD

« Pour la République, Oui », en énorme avec un bulletin Chirac glissé dans une urne, faisait la Une de *Libération*, samedi 4 mai. Le surlendemain, le même journal étalait à nouveau à la Une : « 82 % pour la République. Ouf » et ouvrait son dossier élection par un titre sur deux pages : « Jacques Chirac réélu par la République ». Quant à l'état-major de ce dernier, il avait annoncé choisir symboliquement la place de la République, à Paris, pour fêter la victoire de Chirac au second tour.

Dans la presse et les discours politiques de ces dernières semaines, le mot « République » a fait un retour en force. Et de façon d'autant plus remarquée qu'il y a peu encore, personne ou presque n'aurait songé à l'employer tant il passait pour « ringard ». Sauf Chevènement et son « Pôle républicain », ou ceux qui, dans la même veine, se seraient avisés de développer le sigle CRS – Compagnies républicaines de sécurité.

Qu'est-ce donc que cette République dont ils nous parlent, en prétendant l'opposer à Le Pen, alors que ce dernier ne se fait pas faute de l'évoquer ?

Certes, le terme évoque bien des choses. A commencer par l'époque où la chose n'existait pas encore et, du coup, les combats du passé pour imposer la forme républicaine de gouvernement sur les survivances

monarchiques d'avant la Révolution française. Ce qui donna lieu d'ailleurs à de nombreux compromis entre les deux : ainsi Napoléon se fit-il d'abord nommer « Empereur de la République française », ce qui, surtout aujourd'hui, semble incompréhensible.

Mais, si des hommes politiques et journalistes actuels « républicanisent » à tout-va, et de façon d'autant plus étonnante que subite, ce n'est pas par amour de l'Histoire, même avec un grand H. C'est qu'ils ont choisi de s'emparer de ce mot, vidé de sens aux yeux d'un très large public, pour en faire le dénominateur commun à la campagne que les uns et les autres ont menée entre les deux tours de la présidentielle afin de « rassembler »... derrière Chirac. C'est précisément parce que cette idée était considérée par beaucoup comme ne voulant



La « république en danger » ? Mais non. Étaient en cause le siège de Chirac et l'escamotage du fiasco de la gauche vis-à-vis des travailleurs.

plus rien dire, qu'elle pouvait sembler insignifiante, n'engageant à rien et donc acceptable, que les leaders de la gauche gouvernementale en ont fait un usage si enthousiaste qu'il a, sinon étonné, en tout cas paru amuser leurs homologues de droite. Ceux-ci considèrent en effet qu'évoquer la République fait plutôt partie des accessoires de la droite.

Depuis De Gaulle, de l'UNR au RPR, le principal parti de la droite a toujours revendiqué la « République » dans son sigle. Et, en juin 1968, c'est au cri de « Il faut sauver la République », que les Debré, Pasqua, Malraux et autres avaient rameuté les bien-pensants réactionnaires contre la grève générale de la classe ouvrière et, accessoirement, rebaptisé CDR – Comités de défense de la République – la milice gaulliste des SAC, en y intégrant des truands et des hommes de main de l'extrême droite.

Evidemment, cela aussi peut sembler appartenir au passé. Encore que... Les drapeaux tricolores que l'on a vus fleurir lors des manifestations anti-Le Pen,

c'était d'habitude dans les casernes et les manifestations de droite, voire d'extrême droite, qu'on les rencontrait. Si, pour une fraction de la jeunesse qui participait là à ses premières manifestations, cela pouvait sembler n'avoir rien de choquant, les organisateurs de ces manifestations, leurs partis et organisations, eux, ne l'ignoraient pas. Mais cela faisait partie de la politique qu'ils avaient choisie, celle du ralliement à Chirac, avec tout ce que cela impliquait – l'exaltation de la « République » et du drapeau tricolore chers à la droite – sous prétexte de « faire barrage » à Le Pen et, en fait, pour éviter que ce qu'ils appellent « le peuple de gauche » ait la tête à autre chose. Par exemple, à discuter des véritables raisons de la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle, c'est-à-dire de l'effondrement de la gauche gouvernementale provoqué par la politique qu'elle avait menée durant cinq ans.

C'est d'ailleurs pourquoi tous ceux qui, à la tête des partis et journaux dits de gauche,

« républicanisent » à qui mieux-mieux n'ont même pas osé rappeler qu'il fut un temps – toute une partie du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles – où le mot « République » était traversé par les clivages sociaux et politiques. Il fut même l'enjeu d'une lutte acharnée entre les tenants de la république bourgeoise, drapés dans le tricolore et massacreurs des ouvriers de 1848 et des Communards de 1871 qui, eux, combattaient, sous le drapeau rouge, pour la « République universelle du Travail », la république des travailleurs, la « sociale » comme ils disaient. Alors, cette « république » tout court, les travailleurs peuvent la laisser, malgré ce qui peut les diviser, aux Chirac, Le Pen, Chevènement, mais aussi aux Hollande, Aubry et Hue ; la « sociale », elle et elle seule, appartient au monde du travail, à l'histoire de ses luttes pour un avenir digne de l'humanité.

Pierre LAFFITTE

Pour sourire un peu...

## QUAND LE PS FAIT SEMBLANT D'ÊTRE À GAUCHE

Cela pourrait s'intituler : le Parti Socialiste prend les électeurs pour des billes... En effet, mardi 7 mai, le Comité national du PS a adopté son programme pour les législatives de juin. Dès son premier chapitre, il promet « des emplois plus nombreux, moins précaires et mieux rémunérés ». Il y est question de relever le Smic et les minima sociaux, de « renforcer les services publics », de « refuser toute nouvelle privatisation des services publics », de l'attachement à la retraite à 60 ans – alors qu'il y a quelques semaines, en pleine campagne du premier tour, les « rivaux » Jospin et Chirac avait signé d'un même élan à Barcelone un

projet pour lui tordre le coup. Enfin, cerise sur le gâteau, le nouveau projet du PS parle même d'élargir l'assiette des cotisations sociales patronales !

Inutile de se frotter les yeux. C'est bien signé d'une vingtaine de dirigeants du PS, dont une brochette de ministres sortants, des gens qui voudraient faire croire qu'ils sont subitement devenus partisans d'une politique contraire à celle qu'ils ont appliquée, cinq années durant, au gouvernement. Pas gênés, décidément !

Bien sûr, ce n'est pas crédible. Alors, comme au théâtre de Guignol, les dirigeants du PS se répartissent les rôles. Ainsi, Strauss-Kahn a fait son

numéro de « méchant » à la réunion où se discutait ce nouveau programme, en disant – et surtout en faisant répéter dans les journaux : « Ici on est sous le contrôle de l'extrême gauche, je m'en vais ».

Strauss-Kahn, ancien ministre des Finances, est vraiment impayable dans son rôle. Et Martine Aubry aussi, elle qui est le principal auteur du projet « gauchiste » du PS et dont il n'est pas inutile de rappeler qu'elle siégeait à la direction du groupe Péciney avant de devenir la ministre du Travail d'un gouvernement qui n'a pas empêché un seul licenciement collectif.

C'est précisément parce que nombre d'électeurs populaires

et ouvriers n'ont pas oublié tous les coups portés au monde du travail sous le gouvernement Jospin, et avec sa complicité, que le véritable programme de Jospin – son bilan gouvernemental – lui a valu l'échec que l'on sait à la présidentielle. Alors, sans rien renier de ce qu'elle a fait, la gauche gouvernementale essaye de donner le change. Et elle sort le fond de teint pour tenter de se redonner des couleurs. Rien de tel qu'un coup de rose sur les pommettes avant de revenir devant les électeurs. On le sait, les promesses et programmes d'avant-élection n'engagent que ceux qui y croient.

Alors, les dirigeants du PS

en rajoutent. Lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, on a vu des ministres de Jospin s'essayer à chanter *L'Internationale* devant les caméras... tout en appelant à voter Chirac le 5 mai ! Passé la présidentielle, les mêmes continuent leur pantomime : objectif, les législatives. C'est ce que la presse appelle « le cap à gauche du PS »...

Une comédie qui, même après quelques semaines du nouveau gouvernement de droite de Raffarin, aura bien du mal à faire oublier le bilan néfaste, pour le monde du travail, de cinq années de gouvernement du PS et de ses alliés de la gauche plurielle.

P.L.



# LA FABULEUSE MYSTIFICATION DU DESTIN DE JACQUES CHIRAC

« J'ai entendu, j'ai compris votre appel pour que la République vive, que la nation se rassemble » : Chirac, à l'occasion de son élection-plébiscite, a imité (ou parodié) De Gaulle en prenant des postures de sauveur de la patrie.

Chirac n'a rien pourtant de l'homme providentiel : il obtient le record d'impopularité d'un président sortant puisqu'il n'a obtenu que 13 % des voix de l'ensemble des ins-

contre Giscard. Chirac ne recula devant aucune déclaration provocatrice comme l'illustre une déclaration qu'il fit de son lit d'hôpital, l'« appel de Cochon », où il traita Giscard de « militant du parti de l'étranger ».

En 1977, Chirac mit la main sur la Mairie de Paris, véritable trésor de guerre et base de ravitaillement arriéré du RPR. Lors de l'élection présidentielle de 1981, recalé au premier tour, Chirac trahit, une fois de plus, Giscard en refusant d'appeler à voter pour lui au second tour. Et Mitterrand

En 1988, Mitterrand fut réélu, et la « gauche » revint aux affaires. Puis, en 1993, la droite l'emporta aux législatives et Balladur devint le Premier ministre de la seconde cohabitation.

En 1995, Balladur trahit à son tour Chirac et une bonne partie de l'appareil du RPR (des hommes comme Sarkozy et Devedjian), ainsi que des Léotard et Longuet, etc., le suivirent. Mais c'est Chirac qui fut élu président de la République. Juppé, son Premier ministre, en s'attaquant à leurs retraites contribua à mettre les

**Jusqu'à présent, Chirac a prôné une attitude de « fermeté » à l'égard du Front National, refusant tout accord de désistement lors des élections. Mais ses partisans du RPR comme de l'UDF ont conclu bien des accords de désistement locaux avec le FN, même quand les états-majors nationaux s'y opposaient.**

Un certain nombre de maires, de députés et de présidents de Conseils régionaux, du RPR, de l'UDF ou de Démocratie Libérale, ont été élus avec les voix du Front National.

Ces dernières années, bien des élus de droite se sont empressés de conclure des accords locaux avec l'extrême droite, surtout lorsqu'il s'agissait de préserver leurs sièges de députés menacés. On se souvient encore comment en 1986, Pasqua, ministre de l'Intérieur de Chirac, est allé pêcher dans le marigot nauséabond du Front National en se découvrant des « valeurs communes » avec l'extrême droite !

Ainsi en septembre 1983 Stirbois, second de Le Pen de l'époque, candidat du Front National, avait obtenu 16,7 % des

voix à l'élection municipale partielle de Dreux. Il devint maire-adjoint après une alliance électorale avec la droite RPR-UDF. Aux élections régionales de 1986, les voix du Front National ont permis à la droite d'obtenir la présidence de quelques Conseils régionaux. Aux législatives de 1988, enfin, un accord de désistement a vu le candidat de droite se retirer devant celui du Front National dans huit circonscriptions des Bouches-du-Rhône.

Lors des élections législatives, en 1997, le Front National s'est maintenu au deuxième tour dans 76 circonscriptions. Passant outre les consignes des états-majors nationaux, une vingtaine de députés de droite ont fait allégeance au Front National – certains par écrit – de crainte de perdre leur siège de député. Seulement une dizaine d'entre eux ont réussi à sauver par cette opération leur mandat. Le secrétaire général de l'UDF, en 1997, Goasguen, avait exhorté la droite à rejeter « l'anathème » et toute « diabolisation » du Front National. Il était soutenu dans sa démarche par Peyrefitte, ancien ministre de De Gaulle, et Christine Boutin, la députée des Yvelines candidate à la dernière élection pré-

sidentielle. Tous deux appelaient « à la négociation » avec le FN. Griotteray, le député-maire UDF de Charenton, militait, lui, pour une alliance de toutes les droites.

Plus récemment, lors des élections régionales de 1998, le Front National ayant obtenu 15,3 % des voix et 275 élus, pas moins de cinq responsables UDF se firent élire à la présidence des Conseils régionaux avec les voix de l'extrême droite : Baur en Picardie, Soisson (qui fut un temps ministre de Mitterrand) en Bourgogne, Blanc en Languedoc-Roussil-

lon, Harang dans le Centre et Charles Millon, ancien ministre de la Défense UDF, en Rhône-Alpes. Ce dernier avait directement négocié sa réélection avec le bras droit de Le Pen, Gollnisch. L'extrême droite avait appliqué alors, à l'égard de la droite, une politique dite de « soutien sans participation ».

Le récent retour en grâce des Blanc, Soisson et Millon auprès de Chirac, qu'on a vus aux premiers rangs du meeting de Chirac, entre les deux tours de la présidentielle, résonne comme un appel du pied à l'électorat d'extrême droite.



Gollnisch (Front National) et Millon (droite) « cuisinant », en 1998, l'élection de Millon à la présidence du Conseil régional de la région Rhône-Alpes.

## UNE FRONTIÈRE POLITIQUE FLOUE ET TÊNUE

**Chirac et son parti le RPR « derniers remparts contre l'extrême droite ». A d'autres ! Le RPR n'a pas hésité à l'occasion à reprendre à son compte les pires thèmes de propagande du Front National sur l'insécurité et l'immigration. Et puis certains, et non des moindres, de cette droite dite républicaine sont issus de groupuscules d'extrême droite, tandis que de nombreux dirigeants du Front National (ou ceux de sa récente scission le MNR) ont fait leurs classes dans les partis de cette droite traditionnelle. De nombreux liens existent entre la droite et l'extrême droite, ce qui rend la frontière entre l'une et**

**l'autre bien plus floue qu'on voudrait nous le faire croire.**

Par exemple, avant de faire carrière dans les partis de droite, Madelin, Goasguen (Démocratie Libérale), Devedjian (RPR) et Longuet (PR) ont été, dans leur jeunesse, des militants d'extrême droite, dont certains faisaient le coup de poing contre les militants de gauche. D'autres, après avoir fait leurs armes au RPR, ont rejoint le Front National. C'est le cas de Mégret, de Le Gallou, de Blot et consorts. Point commun entre ces hommes ? Tous étaient membres du « Club de l'Horloge » où s'élaborait la politique de la « nouvelle droite ». Ce club était fréquenté par des tenants de la droite nationaliste et extrême mais aussi par d'anciens Premiers ministres

comme Couve de Murville ou Barre. Toubon, Godfrain, deux futurs ministres RPR, assistaient aussi volontiers aux colloques du Club de l'Horloge.

Mégret adhéra au RPR en 1979, Le Gallou préféra aller au Parti Républicain, d'autres encore noyautèrent le Centre National des Indépendants d'extrême droite (CNI). D'autres, comme Peyrat, firent le chemin inverse. Militant du Front National de la première heure, Peyrat abandonna son étiquette d'extrême droite pour mieux accéder à la tête de la mairie de Nice en 1996. Le RPR local l'accueillit alors à bras ouverts malgré son passé frontiste.

Les va-et-vient entre le RPR, l'UDF et le Front National n'ont pas été le seul fait d'individualités, mais celui de groupes entiers. Lorsque le Front National obtint plus de trente députés,

aux législatives de 1986, grâce à l'introduction du scrutin à la proportionnelle, nombre de groupes locaux du RPR passèrent avec armes et bagages au Front National qui recrutait à tour de bras. Cette modification du scrutin était le fruit d'un calcul de Mitterrand, destiné, il le disait presque ouvertement, à utiliser l'extrême droite pour affaiblir la droite.

Ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac, en 1986, Pasqua vantait « les valeurs communes » entre le RPR et le Front National. Ceux qui prétendaient utiliser la droite comme une digue pour se protéger de l'extrême droite, et ceux qui ne peuvent pas ignorer ces faits, ont une mémoire pleine de trous.

R. C.

## QUAND LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRÉS FAIT LE LIT DE L'EXTRÊME DROITE

**Depuis plus d'une vingtaine d'années, les différents gouvernements, de gauche comme de droite, ont mené la même politique à l'égard des travailleurs immigrés.**

Au début des années quatre-vingt, le gouvernement socialiste de Mauroy s'en était pris aux grévistes de Citroën, affirmant qu'ils étaient manipulés par les ayatollahs, distillant ainsi le poison xénophobe dans les rangs ouvriers. Le gouvernement Fabius prit la relève et renforça les pouvoirs de police et de contrôle sur les étrangers qui souhaitaient acquérir la nationalité française. La « loi Dufoix » restreignit le regroupement familial, ne renouvelant automatiquement le titre de séjour de dix ans qu'aux seuls étrangers résidant depuis plus de trois ans en France.

Le gouvernement Chirac de 1986 multiplia les attaques contre les travailleurs immigrés. Ministre de l'Intérieur, Pasqua se distingua : délai de naturalisation par mariage porté à un an (il était de six mois auparavant), multiples obstacles à l'entrée en France des étrangers, facilités de reconduite immédiate à la frontière en cas de « menace à l'ordre public ». Il renoua avec les méthodes expéditives en expulsant par charter 101 travailleurs maliens.

De retour aux affaires, les gouvernements socialistes de Rocard et de Cresson firent dans la continuité. Rocard y alla de sa « petite phrase » sur la France incapable « d'accueillir toute la misère du monde » ; ou encore la surenchère verbale d'Edith Cresson. Décrets et circulaires durcirent la réglementation à l'égard des étrangers : certificat d'hébergement délivré au compte-gouttes, carte de séjour des étudiants conditionnée aux résultats et même politique d'expulsions par charters.

Puis de nouveau la droite gagna les élections et le gouvernement Balladur s'installa à Matignon... et Pasqua au ministère de l'Intérieur. Ce gouvernement s'illustra par les fameuses « Lois Pasqua » : le délai de naturalisation d'un conjoint étranger fut porté à deux ans, la démarche volontaire pour acquérir la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers devint obligatoire, les contrôles d'identité furent renforcés, le droit d'asile fut restreint, et les zones d'attente dans les lieux de passage internationaux mises en place. Les lois Toubon et Debré apportèrent un tour de vis supplémentaire à ce dispositif. Ne voulant pas être en reste à l'égard de son ami Pasqua, Debré illustra « sa méthode » de gouvernement en expulsant

manu militari les sans-papiers qui occupaient l'église Saint-Bernard.

Jospin avait fait campagne pour l'abrogation des « lois Pasqua-Debré », en 1997. Mais une fois élu, il oublia ses promesses. Son ministre de l'Intérieur Chevènement régularisa quelques dizaines de milliers de sans-papiers, mais il en laissa sur le carreau plus de 60 000 qui avaient eu le tort de croire en ses promesses et qui s'étaient déclarés en préfecture !

Parallèlement, Chevènement aggrava encore la situation des travailleurs immigrés : rétention administrative rallongée, reconduites à la frontière et expulsions facilitées. Les centres de rétention (plus d'une vingtaine dans tout le pays), où croupissent dans des conditions scandaleuses les étrangers en attente d'être expulsés, ne furent jamais remis en cause par le gouvernement Jospin.

Toutes ces lois répressives anti-immigrés, prises sans discontinuer depuis deux décennies, ont fait le lit des idées de l'extrême droite. En s'attaquant ouvertement à la fraction immigrée de la classe ouvrière, à sa partie la plus démunie et la plus faible, les Chirac, Balladur, Juppé et Jospin s'attaquent à l'ensemble du monde du travail.

R.C.

## Impôts LES CADEAUX DE CHIRAC

Le programme de Chirac en matière d'impôts annonce clairement sa couleur patronale : réduction de l'impôt sur les sociétés avec la baisse d'un tiers de l'impôt sur le revenu d'ici 2007 – ce qui peut laisser croire que tout le monde en bénéficierait au même titre, ce qui est faux car les plus riches, ceux qui sont taxés sur les tranches supérieures, en tireront bien plus profit – mais c'est aussi l'annonce de la baisse des charges patronales sur les salaires moyens et modestes.

L'impôt sur les bénéfices des sociétés n'a cessé de baisser ces dernières années sous les gouvernements successifs de droite comme de gauche. De 50 %, il est passé à 33 % aujourd'hui.

L'impôt sur le revenu est le seul impôt calculé à peu près sur le revenu, mais le revenu déclaré, ce qui laisse à l'écart bien des rentrées qui alimentent les comptes des catégories les plus riches. Mais ce n'est d'ailleurs pas celui qui rapporte le plus, puisque dans les recettes de l'impôt il vient après la CSG et la TVA.

Les baisses de charges patronales constituent l'autre volet du programme de Chirac. Là encore, d'allègement en allègement, les charges patronales sur les bas salaires sont passées de 30,2 % du salaire brut en 1993 à 18,2 % sous Juppé, 7,8 % sous Aubry pour arriver à 4,2 % aujourd'hui. Il ne reste décidément pas grand-chose à baisser !

Aline RETESSE



crits au premier tour de l'élection présidentielle, et 19 % des suffrages exprimés. Son salut électoral vient de la déconsidération, encore plus importante, d'une gauche gouvernementale totalement insensible aux aspirations populaires et étrangère à la défense des intérêts des exploités.

Ayant commencé sa carrière politique dans le sillage de Pompidou, Chirac, pour réaliser son ambition, trahit en 1974 le gaulliste Chaban-Delmas en faisant campagne pour Giscard d'Estaing avec 43 parlementaires gaullistes. Cela lui valut le poste de Premier ministre de ce dernier. Deux ans plus tard, Chirac démisionna avec éclat et fonda, avec l'aide du baroudeur Charles Pasqua, le RPR, véritable machine de guerre électorale

l'emporta sur Giscard grâce à une partie des voix chiraquiennes.

En 1986, la droite obtenant la majorité à l'Assemblée nationale, Chirac devint Premier ministre d'une première cohabitation et en rajouta dans la démagogie anti-immigrés. Il confia à Pasqua, « premier flic de France », la tâche de renvoyer les immigrés africains dans leur pays. Ce furent les tristement fameux « charters de Pasqua ». Il confia à Balladur le soin de privatiser une partie des entreprises publiques. Et sous prétexte de créer des « noyaux durs » dans ces entreprises nouvellement privatisées, on plaça les amis du RPR. Les Messier, Monod et autre fines fleurs du capitalisme français sont les héros de cette période.

Christian BERNAC



## Le nouveau gouvernement de Chirac :

# EN « MISSION » POUR LA DÉFENSE DES PRIVILÉGIÉS

Chirac, au lendemain de sa victoire du 5 mai, a désigné Raffarin, notable de la région Centre et ex-secrétaire d'Etat de Juppé en 1995, pour former le nouveau gouvernement appuyé sur la droite. Mais dès le soir du 5 mai il avait annoncé que ce gouvernement de « mission » aurait pour tâche de mettre en œuvre sa politique, affichée depuis le début et sans complexe comme ancrée à droite.

Pas de surprise donc, sauf pour les dirigeants du PS qui font semblant de s'étonner. Après s'être aplati devant Chirac, voilà Hollande qui proteste quand Chirac annonce qu'il va mettre en œuvre sa politique, ce qu'il avait toujours dit. C'est d'ailleurs d'autant plus hypocrite de la part du dirigeant du PS que cette politique n'est pas très différente sur le fond de celle défendue par Jospin dans sa campagne.

Chirac a ainsi décliné les axes prioritaires de son futur gouvernement de « mission », après le refrain sécuritaire, préalable obligé à toute sa politique, et qui vise à séduire l'électorat de Le Pen. Les missions assignées par Chirac au nouveau gouvernement visent les attaques sur les retraites et l'augmentation immédiate du revenu des classes riches, par la baisse de leurs impôts et la baisse sensible des charges des entreprises.

Les revenus des bourgeois,

grands et petits, devraient très vite bénéficier de la baisse programmée de 30 % sur cinq ans de l'impôt sur le revenu, avec une baisse immédiate de 5 %. Cette mesure devrait coûter 15 milliards d'euros sur cinq ans. Et cela tombera en effet pour l'essentiel dans la poche des plus riches, car si pour les ménages de salariés imposés cette baisse pourrait se traduire par 150 euros de moins à payer par an, pour les hauts revenus cela pourrait atteindre 6 000 euros ou plus d'économies annuelles.

A ces 15 milliards d'euros Chirac a prévu de rajouter 13 milliards qui profiteront au seul patronat. Il y aurait d'une part des baisses de charges sociales patronales, et de l'autre une baisse de l'impôt sur les sociétés qui taxe les bénéfices des entreprises.

A cette mise à sec des caisses publiques, en remplissant les comptes en banque des entreprises et des privilégiés, devrait s'ajouter

« en urgence », selon le souhait de Chirac, la mise sur pied de la réforme des retraites. Il vaudrait mieux dire la remise en cause du système des retraites au détriment de tous les salariés, du public d'abord et de tous les autres ensuite, et également de tous les retraités.

Le projet commun de la droite et de la gauche était de s'en prendre tout de suite aux salariés des services publics et aux fonctionnaires, quelque six millions de personnes, qui bénéficient encore d'une retraite à taux plein après 37,5 ans de cotisations. Les salariés du privé, eux, depuis Balladur en 1994, et sans que le gouvernement Jospin ait même envisagé de revenir là-dessus, sont obligés progressivement de cotiser 40 ans et voient leur retraite calculée sur les 25 meilleures années au lieu des dix auparavant.

Mais cela va se prolonger par l'introduction des fonds de pension par capitalisation qui peu à peu prendraient la place de la retraite par répartition. Celle-ci

serait ainsi réduite et ne permettrait plus à ceux qui n'auraient pas les moyens de se payer ces fonds de pension de vivre décemment. Ces fonds seront aussi une bonne affaire pour les patrons. Ils pourront échapper totalement aux cotisations sociales sur les versements pour les fonds de pension, ce qui aggravera encore le déficit des caisses de retraites. Quant aux assurances, ce serait pour elles un immense pactole, elles draineraient ainsi des sommes considérables.

A cela s'ajoutent, pêle-mêle, l'assouplissement des lois du travail au profit des patrons plus grand encore que celui résultant des lois Aubry, avec l'augmentation des heures supplémentaires autorisées, et la suppression dans le code du travail des quelques petits obstacles existant sur la liberté des patrons de licencier à leur guise.

Voilà donc en résumé le programme de ce nouveau gouvernement, qui n'attend même pas le 16 juin, après les élections législati-

ves, pour dire ouvertement qu'il sera un gouvernement de combat contre la classe ouvrière et les couches populaires. Bien sûr, il n'y a pas là de différence fondamentale avec la politique de feu le gouvernement Jospin, ni même avec ce que le candidat socialiste avait défendu comme programme. A l'hypocrisie des serveurs socialistes du patronat, succèdent l'arrogance et le cynisme, vis-à-vis des classes populaires, du personnel attitré du patronat, issu des bonnes familles ou formé dans ses cénacles.

La seule réponse à ces hommes de gouvernement de nantis, sûrs d'eux, méprisant vis-à-vis des travailleurs, de leurs besoins et de leurs droits, serait une réponse sur le terrain où le monde du travail peut vraiment peser de tout son poids, celui des luttes sociales dans les usines, les bureaux et dans la rue. Et là on verra tous ces gens en rabattre et montrer plus de respect pour ceux qui créent toutes les richesses.

Paul SOREL



« La France » de Raffarin, nouveau Premier ministre, c'est celle des possédants.

de 1993 à 1997

# LE BILAN DE BALLADUR ET JUPPÉ, AMIS ET COLLABORATEURS DE CHIRAC

Suite à la défaite du PS lors des élections législatives de 1993, Balladur devint Premier ministre. Deux ans plus tard, lorsque Chirac devança cet « ex-ami de 30 ans » au premier tour de l'élection présidentielle et l'emporta au second tour, Alain Juppé lui succéda à la tête du gouvernement. De 1993 à 1997, la droite avec Balladur et Juppé mena pendant quatre ans une politique s'attaquant de front aux acquis des salariés, et qui sur l'essentiel ne fit que continuer la politique des gouvernements de gauche précédents.

Les impôts pesant sur la fraction la plus démunie de la population augmentèrent. La hausse de la TVA, de la TIPP sur les produits pétroliers et de la CSG instaurée par Rocard, l'appauvrirent encore davantage. La CSG fut portée de 1,1 % à 2,4 % dès l'arrivée au pouvoir de Balladur, puis à 3,4 % au début 1997.

Juppé créa un nouvel impôt, la CRDS, une contribution prétendument destinée au « remboursement de la dette sociale », dette sociale provoquée par les aides multiples au patronat. En 1995, le taux normal de la TVA fut accru.

Faisant le bilan de ces quatre

années, le principal syndicat des employés des impôts écrivait à l'époque : « La « surtaxation » des revenus du travail par rapport à ceux du capital persiste ». Quant à la baisse réalisée de l'impôt sur le revenu, il ajoutait : « Cette baisse profite plus aux plus riches qu'aux plus démunis. Outre les baisses du barème, les plus riches ont bénéficié de la création de nouvelles « niches » fiscales... telle l'instauration de dégrèvements importants pour les frais d'emploi d'un salarié à domicile, mis en place par Sarkozy, alors ministre du Budget de Balladur !

Poursuivant la politique des gouvernements précédents, Balladur et Juppé aggravèrent encore davantage les conditions

de soins des plus pauvres au nom de la « maîtrise des dépenses de santé ». Ils s'attaquèrent aux retraites. Balladur allongea les annuités de cotisations nécessaires pour obtenir sa retraite à taux plein, en dépréciant le taux et en introduisant le calcul de ce taux sur les salaires perçus, non plus sur les dix dernières années, mais sur les vingt-cinq ans. En novembre 1995, Juppé se crut en situation de s'attaquer aux retraites des fonctionnaires et des travailleurs de la fonction publique. Mal lui en prit. Il récolta une grève de cheminots qui menaçait de s'étendre à l'ensemble de la fonction publique.

En quatre ans près de 400 000 travailleurs passèrent

au secteur privé. Parmi les privatisations opérées par Balladur : Rhône-Poulenc, la BNP et l'UAP. Sous Juppé, le phénomène se prolongea.

Ces opérations, toutes favorables au patronat, ramènent à celles opérées par le gouvernement Jospin. Et quand Chirac promet de mettre en place de nouvelles aides au patronat, de réduire l'impôt sur le revenu et de s'attaquer à la question des retraites, on doit malheureusement le croire. Ces promesses, il les tiendra... contre les travailleurs. Si tant est que ces derniers lui en laissent le loisir.

Michel ROCCO

# LE VOTE CHIRAC NE SERA PAS SANS CONSÉQUENCES POUR LES POLITICIENS DE GAUCHE

**Nombre de ceux qui ont voté Chirac pour, pensaient-ils, barrer la route à Le Pen, du moins ceux qui se réclament de la gauche, se disent que leur vote serait sans conséquences pour l'avenir puisqu'il suffit pour le corriger, voire l'annuler, de voter de nouveau à gauche dans quelques semaines ou bien de manifester le soir du scrutin, en s'étant lavé les mains pour avoir touché un bulletin Chirac. Ils s'imaginent que les élections seraient une sorte de jeu de l'oie et qu'il suffirait de jeter de nouveau les dés pour espérer se retrouver à la case départ. Mais les choses ne se passent pas comme cela.**

Car quand les dirigeants des partis qui se proclament de gauche, étiquette on ne peut plus floue, surtout lorsque des hommes comme Chevènement, Strauss-Kahn, Fabius

s'en revendiquent, ont matraqué à coups redoublés l'idée que Chirac est un « républicain » – ce qui ne veut rien dire –, un « démocrate » – ce qui ne signifie pas plus –, cela laisse des traces dans les esprits. Cela renforce l'idée qu'entre la droite chiraquienne et cette gauche, il n'y a pas de différence essentielle, pas de frontière et que l'on peut indifféremment choisir les uns à la place des autres.

Cela ne peut manquer de semer le trouble parmi les militants et les sympathisants proches. A ceux-là, on peut encore expliquer les méandres de choix prétendument tactiques. Mais aux autres ? Ceux-là, c'est-à-dire des millions d'électeurs, eux, n'ont pas d'autres moyens de se repérer que ce que leur disent les dirigeants. C'est le cas en particulier des jeunes qui n'ont pas connu dans le passé le couple Chirac-Pasqua qui faisait expulser il y a quelques années par charters entiers des

sans-papiers, ce Chirac des « bruits et des odeurs », qui ne sont pour eux que les paroles d'un refrain de Zebda que les sonos des manifestations leur envoient dans les oreilles – un refrain qu'on a d'ailleurs bien moins entendu ces dernières semaines. Ces jeunes, qu'ont-ils pu retenir ou apprendre ?

La béatification de Chirac comme l'homme providentiel qui a fait barrage à Le Pen, aboutit à repeindre en tricolore la matraque que Sarkozy menace d'utiliser demain contre les jeunes des banlieues, ou à revêtir d'un accoutrement de sauveur de l'emploi l'homme du Medef, ex-Pdg d'Usinor et de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, que Chirac vient de choisir comme ministre de l'Economie et des Finances.

Le rôle de dirigeants politiques dignes de ce nom aurait été au moins de dire ce que signifiaient réellement les résultats du premier tour, sans

fard, sans bluff, et d'expliquer pourquoi cela s'était passé ainsi. Il aurait été de définir les responsabilités de chacun, et surtout les leurs, et d'en tirer les leçons pour l'avenir. Il aurait été bien plus utile d'expliquer ce qui allait se passer, de façon à ce que les travailleurs, les jeunes, soient sur leurs gardes. Certes, cela aurait signifié remettre en cause leur propre politique. Mais les résultats du 21 avril ne mettaient-ils pas à l'ordre du jour ce bilan ?

Mais comme à chaque fois, ils ont choisi de mentir au lieu d'éclairer leur démission politique de ces jours derniers, ils risquent donc de la payer électoralement dans un avenir très proche. On ne les plaindra pas car, après tout, ils ne récolteront que ce qu'ils ont semé. Plus graves sont les responsabilités qu'ils ont prises dans la démoralisation et la désorientation de l'opinion qui les a crus et qui risque de ne plus s'y retrouver. Et c'est en cela que

le vote du 5 mai peut avoir des conséquences négatives, pas seulement pour les politiciens de gauche, mais malheureusement aussi pour l'avenir de la population laborieuse.

## Sangatte Équipée raciste contre les réfugiés

Dans la soirée du 29 avril, sur une place de Calais, trois jeunes chômeurs venus de communes proches, fortement alcoolisés, ont tiré sur un réfugié kurde irakien, le touchant à la cheville. Une dizaine de minutes plus tard, à Sangatte, non loin du centre de réfugiés, ils ont de nouveau tiré, blessant un autre réfugié kurde à la colonne vertébrale, avant d'être arrêtés par la police.

D'après la presse, l'alcool et la xénophobie seraient à l'origine de ces actes racistes qui se produisent pour la première fois contre des réfugiés de Sangatte, dont l'objectif est de passer en Angleterre et qui n'ont jamais créé d'incidents avec la population française.

La moindre des choses serait que les gouvernements français et anglais permettent la libre circulation de ces hommes et femmes qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour fuir leurs pays ravagés par les guerres et la misère.

Mais ce n'est pas la visite de Jack Lang et du maire de Sangatte à David Blunkett, ministre de l'Intérieur d'Angleterre, qui va résoudre le problème. Parachuté candidat aux élections législatives à Boulogne-sur-Mer par le Parti Socialiste, Jack Lang parade aux côtés du maire de Sangatte qui parle « *de mettre en place une stratégie française par rapport aux attentés britanniques* », c'est-à-dire d'arriver à bloquer tout passage de réfugié en Angleterre. La fermeture du camp de réfugiés de Sangatte irait dans ce sens, même si cela entraîne une misère et des dangers encore plus grands pour des milliers de réfugiés.

Annie ROLIN

## CHÔMAGE EN HAUSSE, MAIS L'AUTOSATISFACTION DU PS NE FAIBLIT PAS

**La hausse de 17 700 demandeurs d'emploi enregistrée pour le mois de mars est la plus importante depuis novembre. Elle s'ajoute bien évidemment aux augmentations précédentes.**

Et encore, comme à chaque fois, ne sont pas comptabilisés les chômeurs qui ont exercé un petit boulot durant quelques heures dans le mois, ni ceux en formation, en stage ou en contrat aidé, sans parler des radiations administratives de l'ANPE, en hausse de 20 % sur l'année. Même sur la base de ce comptage tronqué, le chômage touche désormais plus de 9 % de la population active et, rien que sur un an, 147 600 travailleurs de plus ont été officiellement enregistrés comme privés d'emploi.

Cela n'a pas empêché Guigou, la ministre de l'Emploi

en partance, de déclarer avant de quitter son poste qu'« *en dépit des difficultés persistantes, le bilan de l'évolution du marché du travail sur les cinq dernières années est très largement positif* ». Positif, le nombre d'allocataires du RMI proche du million fin 2001 ? Positif, le fait que depuis vingt ans les conditions pour avoir droit à l'indemnisation du chômage se sont durcies, faisant passer les chômeurs indemnisés par l'assurance chômage de 52 % en 1992 à 41 % en 1999 ? A cela s'ajoute le fait que deux chômeurs indemnisés sur cinq perçoivent désormais moins d'un demi-Smic et que, pour une fraction de la population, les sorties du chômage restent temporaires. Ainsi, environ 35 % des personnes ayant retrouvé un emploi se réinscrivent au chômage au bout de six mois, avec comme conséquence des

revenus irréguliers et faibles qui les font plonger dans la catégorie des travailleurs pauvres, c'est-à-dire vivant au-dessous du seuil de pauvreté tout en ayant un travail, et dont le nombre s'élève à 1,7 million.

Car, même sortis du chômage, la galère continue pour des centaines de milliers de travailleurs. Les bas salaires se sont multipliés ces dernières années, du fait notamment du développement du travail à temps partiel non choisi, qui concerne 17 % des salariés en 2001 contre 7 % en 1980, et de l'explosion des contrats courts, parmi lesquels l'intérim a augmenté de 130 % entre 1990 et 2000, et les CDD de 60 %.

Ces chiffres ne donnent qu'une idée partielle de la situation réelle vécue par des millions de salariés et de chômeurs. Mais les responsables du PS se sont gardés de les

mettre en relation avec la perte par Jospin de près de deux millions et demi de voix au premier tour de l'élection présidentielle. C'est seulement ce dernier chiffre qui a fait réagir les dirigeants du PS. Et encore, ils se sont bien gardés de donner la moindre explication honnête de leurs reculs électoraux, expliquant que Jospin et son équipe avaient fait du bon travail ; une manière de dire que, cette fois encore, c'était les électeurs qui avaient mal compris.

La seule leçon qu'ils ont tirée de la claque qu'ils ont reçue, c'est qu'il faudrait modifier leurs discours, parler plus social, s'adresser aux travailleurs. A la manière de leurs conseillers en communication, qui expliquent qu'il faudrait modifier la couleur de la cravate ou sa façon de se coiffer.



## POUR LES BANQUES, IL N'Y A PAS D'URGENCE À ASSURER LA SÉCURITÉ DES CONVOYEURS DE FONDS

Il avait fallu une semaine de grève en mai 2000 pour que les convoyeurs de fonds, suite à l'assassinat de l'un des leurs, obtiennent la promesse que les banques renforceraient leurs dispositifs de sécurité, notamment par la création d'un sas leur permettant d'aller directement de leur fourgon à l'agence, sans avoir à parcourir à découvert le trajet jusqu'aux coffres. Les autorités, bonne pâte, avaient laissé deux ans aux banques pour effectuer ces aménagements – ce qui est déjà long pour des travaux d'urgence, et compte tenu des risques encourus par les convoyeurs.

Or la Fédération Française Bancaire (l'organisme patronal) vient de déclarer que la moitié des 28 000 agences du pays ne seront pas mises en conformité dans les temps impartis. Elle réclame des délais supplémentaires, un assouplissement des contraintes. En guise de justification, elle affirme que le dispositif

est trop « exigeant », qu'il leur faut du temps pour obtenir des autorisations des pouvoirs publics et qu'il a fallu aux banques gérer l'arrivée de l'euro...

Du coup, certaines banques, comme le Crédit Agricole ou la Caisse d'Épargne, ont mis en service un autre mode de transfert de fonds, afin de n'avoir pas à se mettre aux normes : au lieu d'être dans un fourgon, un convoyeur anonyme se déplace seul, non armé, une valise protégée à la main. Combien de temps faudra-t-il aux malfrats pour les repérer et s'en prendre à eux ?

Une chose est sûre, c'est que ce système est d'autant moins onéreux pour les banques ou les sociétés de convoyage que cela ne nécessite aucune dépense et leur permet en outre de réduire les effectifs : la Brinks a supprimé 350 emplois. C'est qu'à leurs yeux la vie des convoyeurs compte infiniment moins que leur fric.

## Fonderies du Poitou Ingrandes (Vienne)



## HUIT JOURS DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Aux Fonderies du Poitou (groupe Teksid), la grève pour une augmentation des salaires de 150 euros a pris fin mardi 30 avril, une semaine exactement après qu'elle a débuté.

La direction proposait 1,2 % en avril et 0,5 % en septembre, plus une prime exceptionnelle de 3700 F (564 euros), modulable en fonction des absences. Elle a au bout du compte concédé que les 0,5 % s'ajoutent dès le 1<sup>er</sup> mai aux 1,2 % d'avril, tandis que 0,3 % supplémentaire serait accordé en septembre. Il y aura en outre une prime exceptionnelle de 1000 F net pour tous en juin.

Sur cette base, la reprise du travail a été décidée. Le recul des patrons est certes insuffisant, mais personne ne pensait sérieusement possible d'envisager la continuation de la grève alors qu'après le 1<sup>er</sup> mai les secteurs fonte et aluminium allaient se retrouver tour à tour au chômage.

Même partiel, ce recul est le premier que nous imposons aux patrons depuis plusieurs années. C'est pour cela surtout que tout le monde a aujourd'hui le moral, et que nous nous sentons en meilleure position pour faire face aux prochains mauvais coups annoncés, ceux qui seront

liés à la coupure en deux de l'usine, entre fonte et aluminium, qui doit avoir lieu courant mai.

Correspondant LO.

## TVA Un impôt injuste, invisible mais pas indolore

On nous dit que ceux qui ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu ne payent pas d'impôts, rien n'est plus faux. Les ménages populaires, même lorsqu'ils sont officiellement non imposés, paient 19,6 % de taxe sur presque tous leurs achats. Et même quand il s'agit de la nourriture, il demeure une taxe de 5,5 %.

Cet impôt, c'est la TVA. Une taxe totalement injuste qui rapporte 715 milliards de francs par an à l'Etat et qui, ajoutée aux 166 milliards de la taxe sur les carburants (TIPP), représente plus de deux fois et demie ce que l'Etat perçoit au titre de l'impôt sur le revenu (344 milliards).

Cette taxe est d'autant plus injuste qu'elle s'applique aussi bien aux chômeurs en fin de droits, touchant moins de 2 700 F (400 euros) par mois, qu'aux dirigeants d'entreprise émargeant à 50 000 ou 60 000 F. Elle pèse même plus lourdement sur les classes populaires que sur les privilégiés, car si les premières consomment la totalité de leur budget, les seconds ne paient ni TVA, ni TIPP sur la part de leurs revenus qu'ils peuvent économiser.

Chirac a promis de baisser les impôts, mais il ne veut pas toucher à la TVA. Il veut tout au plus ramener le taux appliqué aux restaurants de 19,6 à 5,5 %.

Et les mauvaises langues diront qu'il ne soucie pas des plus démunis ?

## UN LOGEMENT « SOCIAL »... QUI LE DEVIENT DE MOINS EN MOINS

**On recense en France 3 millions de mal-logés, 86 000 sans-abri, 200 000 personnes qui n'ont que des habitats de fortune. Et on construit de moins en moins de logements sociaux. De 80 000 par an au début des années 1990, on en arrive à 42 300 durant l'année 2000 et 56 000 en 2001, malgré cinq plans de relance depuis 1997.**

L'argent ne manque pourtant pas. De 1993 à 2000, les sommes prévues à cet usage par le budget de l'Etat et par le « 1 % logement » n'ont jamais été totale-

ment employées.

Il manque donc une volonté de mettre fin à cette pénurie scandaleuse. Les autorités et les responsables ne se soucient pas de loger les couches de la population ouvrière appauvrie par vingt ans de crise et de chômage. Elles préfèrent privilégier le logement des salariés plus stables et plus aisés, ceux qui sont plus solvables. Des décisions récentes illustrent cette orientation.

En avril dernier, les sociétés anonymes de HLM ont décidé d'adopter le nom d'« entreprises sociales de l'habitat » (ESH). Elles distribuent à leurs action-

naires des dividendes qui ne peuvent dépasser de 1,5 % le taux du livret A, et gèrent 1,8 million de logements, 42 % du parc HLM, les offices publics en détenant 2,1 millions, soit 54,5 %.

L'abandon du mot HLM symbolise une nouvelle orientation vers les moins pauvres. Ces ESH veulent acheter des logements dans les quartiers et les communes chics, qui seront d'un rapport plus élevé et plus sûr. Mais cela ne créera pas un logement de plus.

Accessoirement, cela tirera d'affaire les communes qui se refusent à appliquer la loi qui imposa qu'il y ait 20 % de logements sociaux dans chaque ville, dans vingt ans. Elles disposeront de la sorte de quelques logements dits « sociaux », même si ceux-ci sont chers. Et les aides qu'elles leur consacreront permettront d'annuler l'amende annuelle de 150 euros par logement manquant que la loi leur impose. Ainsi par exemple, l'Immobilière 3F a acquis des centaines de logements à Saint-Cloud, Ville-d'Avray et Neuilly, des banlieues huppées de Paris.

Pour les zones « sensibles », on envisage de démolir les grands ensembles et de les remplacer par de petits immeubles, avec pour objectif de changer l'ambiance du quartier. Mais, du coup, le nombre de logements serait brutalement réduit et la

population en place obligée de déplacer ailleurs sa pauvreté et ses problèmes.

Enfin ces ESH veulent se lancer dans l'accession à la propriété, se transformant en organismes de promotion immobilière pour les salariés les plus solvables.

Ces orientations rencontrent les objectifs de la « Foncière 1 % », créée en octobre 2001 par l'UESL (Union d'économie sociale pour le logement), qui réunit les collecteurs du « 1 % logement » (qui ne représente plus aujourd'hui que 0,45 % de la masse salariale des entreprises de plus de dix salariés). L'UESL est gérée paritairement par le Medef et les organisations syndicales. Mais elle n'utilise pas la moitié des logements « réservés » et dispose de fonds très importants.

Cette Foncière 1 %, comme les ESH, veut racheter des logements dans les communes résidentielles, démolir beaucoup et reconstruire peu dans les zones pauvres.

Ces restructurations en cours ou en projet dans le secteur du logement social vont aboutir à ce que les travailleurs les plus pauvres soient confinés dans les HLM actuels où se concentre la misère, tandis que les autres organismes se disputeront les locataires solvables.

Vincent GELAS



Non seulement l'argent destiné au logement social n'est pas entièrement utilisé pour construire, mais on préfère bâtir pour les classes moyennes plutôt que pour les plus démunis.

## LA MORT D'ANTOINE RIBOUD

# UN GRAND PATRON SALUÉ PAR LES SIENS ET LEURS VALETS

**Le décès dans son lit, à 83 ans, d'Antoine Riboud, créateur du groupe Danone, a déclenché un flot d'éloges venus de tous bords.**

Des milieux patronaux, bien sûr : Bernard Arnault, président de LVMH, Umberto Agnelli, président du groupe Fiat, François Pinault, patron du groupe Pinault-Printemps-La Redoute, n'ont pas trouvé de mots assez élogieux à l'adresse de leur compère. Le quotidien de droite *Le Figaro*, dans son édition du 6 mai, salue également la mémoire de cet homme de la bourgeoisie. Riboud aurait, paraît-il, été « un patron non conformiste », « un patron social ». Mais surtout, explique ce même quotidien qui sait saluer les valeurs qui comptent pour un grand capitaliste, il a été « un patron gérant au plus serré les effectifs pour dégager la meilleure rentabilité possible ».

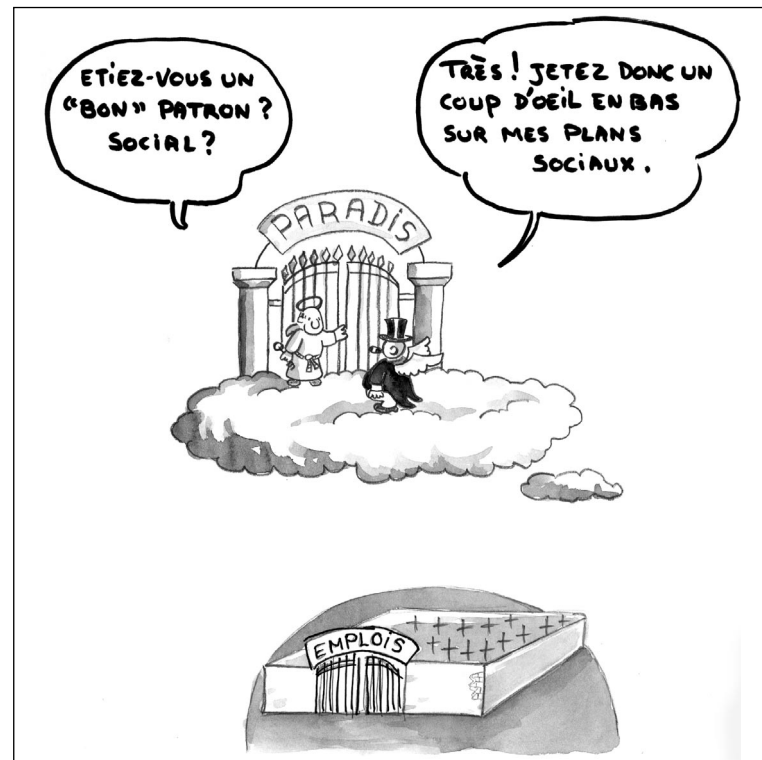
C'est en effet l'exploitation, la vie et la sueur de milliers d'ouvriers en France, mais aussi aux Etats-Unis, en Chine, en Russie et dans bien d'autres pays, qui ont permis à

Antoine Riboud puis à Franck Riboud, le fils héritier, de faire de Danone le premier groupe agro-alimentaire français et une multinationale florissante, affichant 14,4 milliards d'euros (près de 95 milliards de francs) de chiffre d'affaires. De la part des milieux patronaux, saluer pareille réussite n'a somme toute rien que de très normal. Mais *Le Monde* n'est pas en reste et parle de « patron jovial et rusé, social et visionnaire », tout en retraçant, dans son édition du 7 mai, le parcours de ce grand capitaliste, rejeton d'une famille de banquiers lyonnais, cancre à l'école mais doté de « la bosse du commerce », ayant gagné son étiquette de « patron social et de gauche » en faisant, entre autres choses, copain-copain avec Mitterrand et Bérégovoy (à qui il donnait des cours du soir !) et en révélant son salaire de quelque 5 millions de francs mensuels sur un plateau de télévision, en 1989.

L'empire Danone – aujourd'hui organisé autour de la production des produits laitiers, des eaux minérales et des biscuits – s'est bâti en quelque vingt ans, à coups de rachats et

de ventes d'entreprises, de regroupements et de séparations. BSN, Gervais-Danone, Amora, les champagnes Pommery et Lanson, la Générale Biscuit et LU, mais aussi les eaux minérales Perrier, la bière Kronenbourg, les pâtes Panzani, les fromages Galbani, etc., etc., passèrent sous le contrôle d'Antoine Riboud, qui n'hésita pas à s'en défaire lorsque les affaires et les profits l'exigèrent. Ainsi en 1975, BSN supprima 22 usines et 10 000 emplois. « Une fermeture d'usine ou un plan de licenciements ne lui ont jamais fait peur », commente *Le Monde*, entre deux éloges... sans même rappeler qu'au printemps 2001, sous prétexte de réorganisation de la branche biscuits et des usines LU, le fils Riboud décidait de fermer six usines et de supprimer près de 2000 emplois, dont près de 600 en France, afin d'augmenter sa rentabilité financière et de mieux servir ses actionnaires.

Les traditions « sociales » se perpétuent chez les Riboud, aurait pu ajouter Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui rend elle aussi un vibrant hommage à celui qu'elle désigne comme « un



humaniste » qui « avait la conviction que la force d'une entreprise réside autant dans son capital humain que dans ses résultats financiers ». Les travailleurs de LU, mis à la porte l'an dernier avec la bénédiction de ce « grand humaniste », apprécieront.

Enfin, dans *Libération*, dont Danone a été de 1981 à

1996 l'un des principaux actionnaires, Serge July s'est fendu d'un long éloge, ému et ronflant, pour celui qu'il appelle son ami Antoine, cet homme qui « avait la passion communicative d'entreprendre ». Une amitié bien sûr totalement désintéressée...

Lucienne PLAIN

## Pakistan

# LES VICTIMES D'UN ATTENTAT ET DE LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

**A peine nommée au ministère de la Défense, Michèle Alliot-Marie a été envoyée par Chirac au Pakistan où un attentat s'est produit, le 8 mai, un attentat devant un grand hôtel, provoquant la mort, entre autres, de plusieurs ingénieurs français dont les médias ont révélé qu'ils travaillaient au montage d'un sous-marin d'attaque.**

Il a fallu cette circonstance tragique pour que radios et télévisions lèvent un petit coin du voile sur la réalité de ce que les gouvernements désignent sous le vocable volontairement neutre de « coopération entre Etats », alors que ladite coopération est surtout militaire.

Il n'est donc pas étonnant que Chirac ait aussitôt dénoncé cet attentat en faisant savoir qu'il avait « missionné » sur place sa ministre de la Défense, mais sans s'étendre sur les tenants et aboutissants de la chose.

Evidemment, ce brutal coup

de projecteur sur les relations militaires entre la France et le Pakistan fait un peu tache. En tout cas, par rapport aux discours officiels prônant la « recherche de la paix dans le monde », le « soutien aux régimes démocratiques » et autres balivernes qui servent à masquer la nature réelle de la politique des puissances impérialistes comme la France. Car le Pakistan ne peut guère passer pour un régime démocratique et pacifique, et pas seulement parce qu'il a servi de protecteur et de base arrière du régime des talibans. Il y a peu, la dictature militaire pakistanaise s'est fait reconduire pour cinq ans, avec l'assentiment de toutes les grandes puissances, Etats-Unis en tête, dont elle est le bras armé dans cette partie du monde. Fort de cette position, le régime entretient d'ailleurs un climat de tension militaire permanent avec son voisin indien, ce qui, cet hiver encore, a mis les deux pays à deux doigts d'une nouvelle guerre.

L'impérialisme français a bien du mal à se faire une place

dans une région où l'ancienne puissance coloniale britannique et, surtout, les Etats-Unis tiennent le haut du pavé. Du coup, il tente de jouer sur tous les tableaux en armant aussi bien l'Inde que le Pakistan (la France a récemment vendu des sous-marins à ces deux Etats).

L'exploitation coloniale puis impérialiste du sous-continent indien a condamné ses peuples à

une misère effroyable, tandis que les grandes puissances, pour de sordides rivalités, mais aussi pour assurer le maintien de leur ordre collectif, arment les régimes en place. Cette politique des puissances impérialistes tend en permanence à provoquer de nouvelles confrontations guerrières, dans une région du monde qu'elles ont transformée en une poudrière tou-

jours prête à exploser.

Quels que soient les auteurs de ce nouvel attentat au Pakistan – et, vu la situation, on n'a malheureusement que l'embaras du choix –, c'est finalement de la politique des grandes puissances, et de la France en particulier, que ces ingénieurs de l'armement ont été victimes.

P.L.

## Mon communisme

Le livre  
d'Arlette Laguiller,

est disponible  
Prix : 13 euros.  
Envoi contre un chèque  
de ce montant  
à l'ordre de Lutte Ouvrière





## Argentine

Fin avril, Remes Lenicov, ministre de l'Economie du gouvernement argentin que préside le péroniste Duhalde, a démissionné après le refus de la Chambre des députés de lui permettre de convertir une partie des dépôts bancaires en bons du Trésor, c'est-à-dire en « monnaie de singe » sans valeur. Plusieurs autres ministres l'ont suivi. C'est la première crise politique que traverse le régime mis en place après les émeutes qui ont secoué l'Argentine à la fin de l'année dernière.

Le nouveau ministre de l'Economie, Roberto Lavagna, est un économiste péroniste qui a déjà travaillé, comme haut fonctionnaire, avec les gouvernements radicaux, aussi bien le gouvernement Alfonsín que le gouvernement De la Rúa, chassé par la rue fin décembre.

Si les ministres changent, la situation, elle, ne change guère et reste extrêmement difficile. Des centaines de milliers de travailleurs ont perdu leur emploi depuis le début de l'année. Il faut maintenant trois pesos pour acheter un dollar. L'inflation est de 10 % ce mois-ci et, en chiffres cumulés, depuis janvier les prix ont augmenté de 20 %. Les produits de première nécessité ainsi que les médicaments continuent de manquer. La vie est extrêmement difficile, dans la mesure où les patrons ont pris du retard dans le paiement des salaires. Les services

## ON CHANGE DE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET ON CONTINUE DE S'ENFONCER DANS LA CRISE



Une scène désormais commune en Argentine : la queue pour tirer de l'argent à la banque.

publics, école, transport, sont en faillite, car l'Etat comme les gouvernements des provinces n'ont plus d'argent.

Mais le nouveau ministre de l'Economie n'est pas là pour donner la priorité à ces problèmes qui aggravent les conditions d'existence des classes laborieuses. Il vient tenter, comme ses prédécesseurs avant lui, de convaincre les banquiers du monde impérialiste de renouveler les prêts dont a besoin l'économie argentine pour tourner un peu, handicapée qu'elle est par les ponctions qu'y font aussi bien les financiers internationaux que les représentants de la bourgeoisie nationale, dont les conditions d'existence, elles, ne se sont pas détériorées du tout.

Les banquiers prêteurs exigent que l'Etat argentin fasse

la preuve qu'il peut serrer les cordons de la bourse, faire accepter à la population de nouvelles mesures d'austérité et garantir le remboursement des prêts, avec leurs intérêts. L'Etat argentin a d'autant plus de mal à faire cette démonstration que ses marges de manœuvre sont réduites et qu'il doit tenir compte des réactions de la population, une donnée qui n'émeut guère les dirigeants du monde impérialiste.

Colin Powell vient de lancer en direction des dirigeants des pays d'Amérique latine un rappel à l'ordre sur les réformes qu'ils doivent mener à bien s'ils veulent « défendre la démocratie ». La démocratie dont il est question, ce sont les conditions qui permettront le « retour des investisseurs ». Et pour cela, il demande aux dirigeants de ces pays de baisser

les impôts, réformer les retraites, réduire tous les systèmes qui régulent l'économie, en bref, rendre plus faciles encore les prédations du capital financier, justement ce qui a mis à genoux l'Argentine.

C'est plus facile à dire à Washington qu'à faire à Buenos Aires. Duhalde avait promis de mettre fin au « corralito », c'est-à-dire le contingentement des retraits bancaires, une mesure réclamée par les classes moyennes mais qui pour l'instant reste une promesse non tenue ; et qui reste à l'ordre du jour, puisque le nouveau ministre parle d'en finir d'ici deux mois. Le ministre de l'Economie parle aussi de baisser les impôts indirects en diminuant la taxation des produits, ce qui desserrerait un peu l'étau qui étouffe les classes populaires. A condition

que cela se fasse.

Car le nouveau ministre entend, lui aussi, d'abord substituer aux économies des épargnants les mêmes « bons du Trésor » qui ont fait chuter son prédécesseur. Cet expédient est apparemment le seul moyen imaginé par l'Etat argentin pour soulager les banques d'un endettement, généré pour l'essentiel par les spéculateurs, nationaux ou internationaux. Autant dire que les chances d'aboutir du nouveau ministre sont minces.

Les démissions de ministres de l'Economie avaient rythmé la déconfiture du régime précédent, qui a fini chassé par la rue. Duhalde semble prendre le même chemin.

Jacques FONTENOY

## Etats-Unis

Le procès de la société Arthur Andersen va s'ouvrir à Houston (Texas). Ce cabinet d'expertise comptable, entre autres activités, avait couvert les malversations du groupe de négoce d'électricité Enron, pour retarder les effets d'une faillite retentissante qui a jeté à la rue des milliers d'employés et réduit à néant leurs fonds de pension.

La justice américaine reproche principalement à la firme la destruction de pièces comptables de la société Enron. Arthur Andersen espérait ainsi dissimuler les mauvais résultats d'Enron vis-à-vis de la SEC, le gendarme de la Bourse améri-

caine, pour empêcher la chute de son action en Bourse. Peine perdue puisque le 16 octobre 2001 Enron avait dû annoncer des pertes de 700 millions d'euros.

La justice a procédé avec Arthur Andersen comme elle l'avait fait avec... Al Capone. Elle a convaincu le comptable de cette entreprise de témoigner contre elle. C'est donc celui qui a décidé de détruire les pièces de comptabilité qui va témoigner contre le chef d'entreprise d'Arthur Andersen !

La firme américaine a usé de tous les moyens pour trouver un arrangement amiable dans la coulisse mais sans succès. On sait que des milliers de pièces comptables ont été détruites à Portland, à Chicago mais aussi à Londres. En quelques jours, Arthur Andersen a ainsi « mou-

liné » autant de documents qu'en deux ans d'activité. Il est difficile dans ces conditions, pour la firme mise en accusation, de prétendre que ces destructions étaient « innocentes ». Elle va donc prétendre, pour se défendre, que le témoin essaye de se venger d'avoir été licencié (rappelons que des milliers d'employés ont été ou vont être licenciés chez Arthur Andersen).

Si Arthur Andersen était condamné, cela signifierait la disparition de cette entreprise sur le marché américain. De toute façon, l'empire Arthur Andersen a déjà disparu à travers le monde. Pour l'essentiel, d'autres cabinets du même genre, KPMG, Price Waterhouse Coopers, Deloitte & Touche ou Ernst & Young ont récupéré des morceaux du cabinet d'affaires dont les activités s'étendaient au

monde entier. Mais la firme cherche à sauvegarder son droit d'exercer aux Etats-Unis. Il n'est pas sûr qu'elle y parvienne, dans la mesure où l'Etat américain paraît décidé à faire un exemple, en condamnant Arthur Andersen, et ainsi tourner la page du scandale de la faillite d'Enron.

Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. L'affaire Enron continue de défrayer la chronique. Le procès est en préparation. L'enquête suit donc son cours et la presse américaine se fait l'écho des découvertes des enquêteurs. Ainsi, des documents internes montrent que les responsables d'Enron ont utilisé, pendant la crise de l'énergie en Californie, différentes techniques, portant des noms de code comme « ricochet » par exemple, qui étaient autant de méthodes pour augmenter les coûts des

fournitures d'électricité ce qui, pour Enron, signifiait augmenter ses profits. Les responsables de la firme n'hésitaient pas à intoxiquer les responsables politiques locaux avec de fausses informations, tandis qu'ils surfacturaient les coûts pour tous les participants du secteur de l'électricité.

Et tout cela est débatté devant les consommateurs qui, eux, ont payé le prix fort pour leur électricité... Pour être juste, les documents montrent aussi que les autres compagnies du secteur de l'électricité en ont fait autant ! Autant dire que, si l'Etat américain a envie de tourner la page sur cette affaire, toutes les conditions sont réunies pour que d'autres affaires Enron voient le jour. A moins de se débarrasser du capitalisme !

J. F.

## Le début du procès du groupe Andersen

# L'ÉTAT AMÉRICAIN AIMERAIT TOURNER LA PAGE DU SCANDALE ENRON

# Palestine

# LE MIRAGE D'UNE CONFÉRENCE DE PAIX

**Mardi 7 mai, le nouvel attentat suicide qui a fait plus de quinze morts à Rishon le Zion, dans la banlieue de Tel Aviv, a dissipé l'illusion, entretenue par le gouvernement israélien, que son opération militaire dans les Territoires occupés ait pu mettre fin au « terrorisme » qu'elle était censée combattre. Et on peut imaginer en effet que les massacres commis par l'armée israélienne à Jenine, les pillages et les dévastations auxquels elle s'est livrée tant chez les particuliers que dans les bâtiments officiels, les écoles, les institutions dépendant de l'Autorité palestinienne, dont elle semble vouloir anéantir jusqu'aux symboles, ont pu faire naître bien plus de vocations de kamikazes qu'elle n'ont pu arrêter - ou tuer - de présumés « terroristes ».**

L'attentat a surpris le Premier ministre israélien Sharon à Washington, où commençaient ses pourparlers avec George Bush en vue d'une éventuelle conférence internationale sur le Proche-Orient. Comme c'est devenu l'habitude, Sharon a immédiatement saisi cette raison pour interrompre les pourparlers et rentrer en Israël, tout en accusant encore une fois Arafat d'être le responsable du terrorisme et en refusant l'idée de négocier avec lui.

Au moment où les diri-

geants américains, de concert avec les dirigeants européens et quelques dirigeants arabes, tentent péniblement de dessiner la perspective d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, celle-ci semble déjà bien compromise. Quel sens pourrait avoir en effet une telle conférence d'où serait absent Arafat, le premier représentant d'une des parties en conflit ? Le principal résultat de l'offensive israélienne dans les Territoires et du siège de près de cinq mois imposé par l'armée autour du quartier général d'Arafat à Ramallah semble être d'ailleurs d'avoir renforcé la popularité, et la position politique, du leader de l'OLP auprès des Palestiniens eux-mêmes. Autant dire que l'attitude de Sharon, en refusant de négocier avec Arafat, est en fait de refuser de négocier tout court. Et pourquoi s'y sentirait-il obligé, alors que sa politique de guerre à outrance dispose de la complicité de fait des dirigeants américains ?

On l'a vu d'ailleurs dans une autre affaire, celle de la commission d'enquête décidée il y a quelques semaines par l'ONU sur l'attitude de l'armée israélienne à Jenine. La mise en place de cette commission s'est heurtée au refus des dirigeants israéliens, craignant que certains de leurs officiers aient à répondre de crimes de guerre, et cette commission semble donc maintenant définitivement enterrée au milieu de quelques déclarations hypocrites de regret des divers représentants des pays concernés, européens notamment. Ni les dirigeants américains, ni les dirigeants européens, ni l'ONU, ne veulent faire un quelconque déplaisir à Israël et



L'armée israélienne en opération à Hébron.

faire, contre son gré, une enquête sur le comportement de son armée.

Alors Sharon se sent dans une situation de force pour poursuivre sa guerre dans les Territoires occupés, une guerre dont l'objectif maintenant avoué est d'anéantir toutes les structures de l'Autorité palestinienne, de frapper de terreur la population des Territoires, de lui rendre la vie impossible et ainsi, si possible, d'en convaincre le maximum de partir ailleurs, tout en poursuivant l'installation de colonies israéliennes et en les protégeant par un invraisemblable dispositif militaire.

Tout cela est pourtant intenable. Il est intenable de vouloir imposer sur le même territoire la présence de colonies israéliennes de quelques milliers d'hommes, vivant dans de bonnes conditions matérielles et s'entourant de hauts murs, de barbelés infranchissables, de protections militaires, com-

muniquant entre elles par des routes réservées que ne peuvent emprunter, en revanche, les centaines de milliers d'hommes qui vivent dans les agglomérations palestiniennes voisines, dans des conditions matérielles misérables et qui ne cessent de s'aggraver. Or, c'est là le résultat de la politique des dirigeants sionistes d'Israël, de leur négation obstinée et obtuse des droits des Palestiniens.

Quand les dirigeants américains, ou européens, évoquent une éventuelle conférence internationale, ils ne pensent pas à régler vraiment le conflit – ce qui impliquerait d'exercer sur Israël de réelles pressions, ce qu'ils ne veulent pas faire. Tout au plus voudraient-ils faire renaître l'illusion qu'un jour peut-être il se réglera, afin de faire un peu retomber la tension dans la région et de fournir un alibi aux dirigeants arabes auprès de leur opinion publique, qui se sent solidaire des Palestiniens. Car pendant

que Sharon mène sa guerre en Cisjordanie et à Gaza, les dirigeants américains projettent d'en mener une autre, cette fois contre l'Irak, et voudraient bien avoir les mains libres vis-à-vis des autres dirigeants arabes.

Alors oui, la paix, c'est-à-dire la coexistence fraternelle entre les deux peuples israélien et palestinien, est la seule perspective possible. Mais elle ne viendra évidemment ni de la politique de Sharon, ni des hypocrites tentatives diplomatiques américaines ou même européennes. Elle dépend d'abord des peuples eux-mêmes, et en premier lieu de la capacité de la population israélienne de rompre avec la politique de force de ses dirigeants, incapables de lui ouvrir d'autres perspectives que l'impasse sanglante qui, depuis des années, met à feu et à sang le Proche-Orient.

André FRYs

# Pays-Bas

# LE DIRIGEANT DE L'EXTRÊME DROITE ASSASSINÉ

**Pim Fortuyn, le dirigeant d'un parti d'extrême droite hollandais a été abattu dans la rue, en sortant des studios d'une radio où l'on venait de l'interviewer. L'assassin, un homme de 33 ans, aurait été arrêté par la police mais celle-ci n'a donné ni son identité ni les raisons de son acte.**

Le leader de l'extrême droite, un ancien professeur de sociologie âgé de 54 ans, espérait jouer un rôle après les élections générales qui devaient avoir lieu la semaine pro-

chaine. Les sondages lui donnaient un nombre de voix susceptible de lui ouvrir la participation à un gouvernement de coalition. Lui-même espérait devenir le « premier ministre homosexuel » des Pays-Bas. Son parti était apparu sur la scène politique en remportant, il y a peu, l'élection dans la seconde ville des Pays-Bas, Rotterdam.

Comme Le Pen ici, ou comme les autres partis d'extrême droite en Belgique ou en Autriche, il s'en prenait aux immigrés, et particulièrement aux musulmans, même si

sa démagogie comportait quelques nuances par rapport au thème de la famille cher à la droite et à l'extrême droite. Ainsi, il disait dénoncer la présence des musulmans au nom de l'égalité des femmes et des droits des homosexuels, et ne voulait pas être comparé à l'Autrichien Haider ou à Le Pen, car il disait ne pas être antisémite.

Mais pour l'essentiel, Pim Fortuyn ne se distinguait guère de ces homologues d'extrême droite européens. Lui aussi essayait de se présenter, en jouant sur les formules à

l'emporte-pièce, comme le candidat « contre les politiciens établis », afin de tirer profit du déclin des partis traditionnels de droite comme de gauche.

Il est difficile de dire si ce leader de l'extrême droite a été victime d'un adversaire politique, d'un règlement de comptes ou de son mode de vie personnel. Il est possible bien sûr qu'il ait été assassiné par un opposant politique. Malheureusement, il ne suffit certainement pas d'abattre un Pim Fortuyn pour stopper la propagation des idées racistes et xéno-

phobes dont il se faisait l'écho. On verra combien son parti fera de voix aux prochaines élections, mais on ne peut même pas exclure qu'il tire profit électoralement de cette affaire.

Aux Pays-Bas, comme en France, en Autriche ou ailleurs, faire reculer les idées réactionnaires, dont l'extrême droite se fait le porte-drapeau, dépendra avant tout de la capacité du mouvement ouvrier à renaître et à offrir des perspectives aux couches les plus exploitées, et au-delà, à toute la société.

J. F.



# DIMANCHE 19 MAI, TOUS À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE



Cette année, le calendrier électoral mobilisant les énergies de nos militants et sympathisants et nous obligeant à réduire le temps consacré à sa préparation, la fête de Lutte Ouvrière se déroulera sur une seule journée : le dimanche 19 mai, de 10 h à 23 h.

Elle sera néanmoins cette année encore un grand rassemblement politique. Quinze jours après la réélection de Chirac et à trois semaines des élections législatives, elle sera l'occasion, pour ceux qui se situent dans le camp des travailleurs et veulent défendre les intérêts du monde du travail, de se retrouver et de discuter de la politique à mener.

Cette politique ne peut être celle que proposent le PS et ses alliés qui, non contents d'avoir mené durant cinq ans une politique au service du patronat qui a aggravé le sort des classes populaires, ont conduit les électeurs de gauche dans une impasse et à plébisciter Chirac.

Quant au combat contre Le Pen, il est indissociable d'une lutte contre le chômage et la misère. Plus que jamais, face

aux patrons qui multiplient les licenciements, face à la politique antiouvrière que Chirac et son gouvernement s'apprêtent à mettre en place, la fête de Lutte Ouvrière sera l'occasion d'affirmer la nécessité d'une lutte d'ensemble pour inverser le rapport de force entre le patronat et les travailleurs.

La fête sera aussi l'occasion de rencontrer des hommes et des femmes qui chaque jour, dans leur milieu et dans leur entreprise, défendent une certaine idée du communisme, car il constitue le seul avenir digne de ce nom pour l'humanité.

Mais si les idées et les débats y tiennent une grande place, la fête de Lutte Ouvrière est également un grand rassemblement populaire avec un programme artistique de qualité, deux cinémas permanents, un chapiteau scientifique, des spectacles audiovisuels, des expositions, des jeux et bien sûr des restaurants.

Bref, de quoi passer une belle journée dans un cadre de verdure, pour un prix d'entrée de 10 euros.

Alors, réservez votre dimanche 19 mai et venez nombreux !

Comme les autres années, un service de cars gratuits assurera la navette entre la porte de La Chapelle à Paris et l'entrée de la fête, à Presles.

**ARLETTE LAGUILLER**  
prendra la parole à 15 heures

## Deux audiovisuels

Deux montages vidéo seront projetés en alternance au stand audiovisuel de la Fête.

— *Working classe hero*, qui n'a pas été réalisé par nos soins, contrairement à ce qui figurait dans le numéro précédent de notre journal, mais par Philippe Auliac et qui est produit par KA2 Productions. Ce montage présente

Lutte Ouvrière à partir d'interviews de militants de notre organisation, dont Pierre Bois et Arlette Laguiller, enregistrés pendant la fête de 1990. Le titre de ce montage est celui d'une chanson de John Lennon.

— *Abus de confiance*, qui retrace le parcours politique de Mitterrand.

## Le programme artistique

### ■ Au grand podium



Sanseverino



Bernard Lavilliers

## BERNARD LAVILLIERS

Nouveau tour de chant

## MICHEL BÜHLER

«Voisins...» spectacle de chansons tendres et révoltées avec Olivier FOREL (accordéon) et Laurent POGET (guitare)

## SANSEVERINO

Chansons swing manouche

### ■ Place de la Révolution sociale :

« LA CROSSE EN L'AIR » de Jacques Prévert par la

## Compagnie JOLIE MÔME

### ■ Au Théâtre de verdure :

KARLI Groupe autrichien de rock

CABARET Brecht/Weill chanté par Hélène Halbin avec Philippe Borecek (accordéon)

MONSIEUR JACQUET Jazz style Django Reinhardt

LES BLEUS DE TRAVAIL dans « Sous les pavés, les bleus »  
Comédie « circo-burlesque »

MIDNIGHT JOKERS Standards rock des années 70

### ■ Entre autres, vous croiserez dans les allées de la fête :

JACQUES THIERREE Chansons à l'orgue de Barbarie

RÉTRO JAZZ BAND Fanfare Nouvelle-Orléans

CUBI LIBRE Chants de lutte

Jean-Michel KRIVINE donnera le rythme et fera chanter les chants révolutionnaires